



LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

REVUE FONDÉE PAR PIERRE MONATTE EN 1925

DANS CE NUMÉRO :

**Aides à domicile :
les enjeux de l'avenant 43**

Michel T.



**20 ans après le
« Printemps noir »
en Kabylie**

N. Sidi Moussa



**Italie : le 11 octobre,
grève unitaire à l'appel
du syndicalisme de base**

Ch. Mahieux



Tunisie, nouvelle étape

Pascal Bé



**Déni d'Humanité
ou Laïcité**

J. Demorgon



**Lettre d'Amérique :
Un été américain**

D. Ball

LA RÉVOLUTION PROLÉTARIENNE

Directeur : Stéphane JULIEN

ARP, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

Équipe revue : Catherine Bajoue, Pascal B., Quentin Dauphiné, Stéphane Julien, Benoît Kermoal, Christian Mahieux, Jean-Kely Paulhan, Louis Sarlin, Nedjib Sidi Moussa.

Éditée par

Les Amis de la Révolution prolétarienne

TRIMESTRIEL. ABONNEMENT : 23 EUROS

Commission paritaire n° 0326 G 87832

contact : redactionrp@gmail.com

Incurie et indécence

Dans la fatigue d'une année et demie d'épidémie, l'instauration du passe sanitaire et les manifestations qui ont suivi suscitent les mêmes interrogations et les mêmes divergences qu'avec les Gilets jaunes, mais de façon peut-être encore plus tranchée : faut-il aller à la conquête sur nos propres bases d'un mouvement surtout confus, ou se démarquer d'un mouvement réactionnaire niant les bienfaits et l'urgence de la vaccination générale ? Si le mouvement ouvrier a toujours défendu la vaccination, de la Commune de 1871 (contre la variole) à la Révolution russe (contre le typhus et le choléra) et à la CGT d'avant-guerre (qui organisait sur le sujet des conférences dans les Bourses du travail), la nouvelle loi pose de nombreux problèmes (délais trop courts, accès aux services publics des jeunes et précaires, menaces sur le droit du travail). La reprise épidémique avec le variant Delta nous annonce une nouvelle rentrée difficile, entre ce qu'on connaît déjà – le harcèlement au télétravail et la mise en danger en présentiel – et les annonces de reprise des réformes antisociales en fonction du calendrier électoral du chef de l'État. Il est proprement indécent de clamer de nouveau qu'il faudra travailler plus longtemps avant d'avoir droit à la retraite quand la Covid-19 vient de faire 112 000 morts dans le pays et qu'on ne voit pas le bout du tunnel.

Ce discours vise à réduire la dette publique sur le seul dos des salarié.e.s (le ministre de l'Économie ne s'en est pas caché) après que le gouvernement a généreusement arrosé le patronat et fait preuve d'incurie dans la gestion de la crise sanitaire, entre la politique hospitalière, la pénurie de masques puis leur non-gratuité (y compris pour les écoliers), le travail présentiel sans presque aucune protection l'année dernière jusque dans les secteurs non essentiels, les journées de carence pour les cas contacts incitant au présentisme, l'ouverture en continu et en jauge pleine des écoles pendant toute l'année scolaire (cette exception et « fierté » française), le refus de reconfiner en janvier et les illusions répétées (et coûteuses en vies) de reprise économique rapide, ou une campagne de vaccination qui ne se donne pas les moyens d'aller au plus près des quartiers populaires et des secteurs ruraux. Confrontés à un mépris de classe constant, il faudra bien, et le plus tôt sera le mieux, nous mettre en ordre de bataille pour défendre tant la santé publique à l'échelle mondiale (avec la levée des brevets) que ce qui reste de nos acquis sociaux.

Prix : 5,80 euros

Stéphane JULIEN

Aides à domicile : les enjeux de l'avenant 43

Une crise permanente de recrutement

La branche de l'aide à domicile du privé non lucratif (structurée par des employeurs associatifs) regroupe à peu près 230 000 salariées (97 % des personnels sont des femmes). La couverture conventionnelle est la convention collective « Branche de l'aide, de l'accompagnement, des soins et des services à domicile », dite BAD, signée en mai 2010 et entrée en vigueur début 2012. La masse des personnels est constituée par des femmes qui interviennent au domicile des personnes en perte d'autonomie. Et bien entendu, qui dit « métier féminin » dit « salaire féminin »... au rabais. La crise persistante de recrutement dans le secteur de l'aide à domicile trouve sa principale source dans la question salariale.

Avenant 43 et salaires

Dans la classification de 2010, les salariées d'intervention au domicile se concentrent dans les trois catégories les plus mal payées : A, B et C. Une éclaircie salariale semble arriver, mais qu'en est-il vraiment ? En février 2020, les trois fédérations syndicales représentatives (CFDT, CGT et FO) signent avec les employeurs un « avenant 43 » à la convention collective BAD. Cet avenant concerne les classifications des emplois et les salaires minima. Les hausses des salaires seraient en moyenne de 15 %. Le montant global annuel de l'avenant 43 est évalué à 600 millions d'euros. Les fédérations syndicales et les employeurs avaient demandé une application de cet avenant au 1^{er} janvier 2021. Comme cette branche fait partie du secteur dit « médico-social », financé par des budgets publics, la loi impose à l'avenant d'être agréé. Le ministère de tutelle refuse dans un premier temps. Pensez-donc, 600 millions d'euros par an pour des salariées qui ont été en première ligne pendant la crise Covid-19, et qui par ailleurs, chaque jour, permettent à des centaines de milliers de personnes âgées ou handicapées de continuer à vivre avec dignité et chez elles ? Et puis quoi encore ? Les millions d'argent public sont avant tout réservés aux rentiers de la dette publique et aux grands groupes capitalistes !

Le ministère annonce alors que l'agrément sera effectif pour fin mai 2021, pour une entrée en vigueur de l'avenant 43 au 1^{er} octobre. Mais l'État ne financera, en gros, que la moitié, laissant l'autre moitié aux conseils départementaux ! S'engagent alors des tractations sordides avec les conseils départementaux alors que les salariées attendent les hausses de salaire. L'avenant 43 est enfin agréé le 2 juillet 2021. Entre temps, la procédure de son extension a été lancée. Les mois de

juillet et août auront défini, via des décrets, les clés de répartition du financement de l'avenant 43. Nous ne les connaissons pas au moment où cet article est écrit.

D'une classification à l'autre

La classification de 2010 était très classique. Les emplois sont classés en neuf catégories, de la lettre A (la moins payée) à la lettre I (la mieux payée). Concentrons-nous sur les trois premières, où se retrouve l'essentiel des personnels dits d'intervention aux domiciles. Il y a les « agentes à domicile » pour les A, les « employées à domicile » pour les B, et les « aides à domicile » pour les C. Pour chaque catégorie il y a une grille qui attribue un coefficient (nombre de points) qui augmente, très peu, chaque année avec l'ancienneté. La valeur du point, à ce jour 5,50 €, fait partie des négociations conventionnelles, ce qui donne lieu à un avenant qui... doit être agréé par le ministère. Dans ces trois catégories, A-B-C, il y a dix coefficients situés en dessous du SMIC, ce à quoi remédie, pour le moment, l'avenant 43. Mais sans garantie pour l'avenir, car tout dépendra de l'évolution de la valeur du point... Particularité importante, les conséquences de la reconnaissance impérative des diplômes. Si une salariée embauchée est titulaire d'un diplôme reconnu dans la convention, ou si elle l'obtient en cours d'emploi, alors cette reconnaissance se traduit obligatoirement par son positionnement dans la catégorie B ou C, selon le diplôme. Ce qui signifie que sa qualification, et donc son salaire, ne pourront pas être remis en cause, à la baisse, en fonction de l'évolution des tâches qui lui seront confiées.

La classification de l'avenant 43, en 2020, est d'une tout autre logique. Les employeurs ont voulu faire entrer le poison de la reconnaissance des « compétences ». Les emplois sont soit dans la filière « intervention », soit dans la filière « support ». Dans chaque filière il y a trois catégories : employé.e, technicien.nne et cadre. Dans chaque catégorie, deux degrés. Et dans chaque degré, trois échelons. Le salaire de base est le résultat de la multiplication du nombre de points par la valeur du point. S'y ajoutent des « éléments complémentaires de rémunération » (les ECR). Il y en a deux principaux : l'ancienneté et le diplôme. L'ancienneté est un pourcentage du salaire de base, progressant par tranche de cinq ans, jusqu'à trente ans : de 2 % à 20 %. Mais 30 ans d'ancienneté comme aide à domicile..., autant dire qu'un nombre important d'entre elles ont déjà été licenciées pour inaptitude bien avant... au contraire d'un directeur d'association.

Le diplôme a été le lieu d'une dure bataille lors des

négociations de l'avenant 43 avec les employeurs. Ceux-ci ne voulaient pas de reconnaissance obligatoire des diplômes de la branche. On retrouvait ici une orientation proche de celle du patronat de la métallurgie dans les négociations de la convention collective nationale dans cette dernière branche : un salaire fixé et n'évoluant qu'en fonction des tâches réalisées et décidées par le patron, la fameuse « logique compétence ». Comme quoi, les grands esprits exploitent toujours. C'est là un indice de ce que le patronat, dans son ensemble, va peut-être tenter de mettre en place dans toutes les conventions collectives. Dans la branche BAD, cette tentative a été mise en échec. Une longue liste de diplômes ont été reconnus et sont valorisés comme « ECR diplôme » : un nombre de points est attribué qui, multiplié par la valeur du point, va augmenter le salaire brut. Il faut remarquer que la valorisation de cet « ECR diplôme » tient compte de la quotité de temps de travail ! Ainsi, sachant que l'essentiel des personnels à temps partiel imposé dans cette branche sont des femmes, leur diplôme subit une dévalorisation... contrairement au diplôme d'un directeur d'association. Mais lorsqu'une aide à domicile, diplômée, exerce son métier chez une personne, pour lequel elle met donc en œuvre des savoirs reconnus et validés, elle ne le fait pas partiellement ! Surtout que la convention collective BAD permet en toute légalité d'embaucher des salariées avec des contrats de 70 heures par mois !

Reclassements : dangers et enjeux

Chaque salariée sera reclassée pour le 1^{er} octobre. C'est donc dans chaque association que cela va se passer, en

tête-à-tête-entre la direction et la salariée. Un « guide paritaire » a été élaboré, la salariée devra s'auto-évaluer, ce qui servira à la « négociation », fortement déséquilibrée, de gré à gré avec l'encadrement. Le risque est donc un reclassement au rabais, validé par les cadres. Une commission nationale de recours est mise en place. Mais au vu de la faiblesse des forces syndicales organisées sur le terrain, on peut craindre que cette commission soit peu sollicitée.

Lignes essentielles du reclassement des salariées d'intervention

Le reclassement est basé sur deux types de critères. Des critères « objectifs » (ancienneté dans les activités et les publics accompagnés, durées de formations liées à l'emploi) et subjectifs (appréciation par l'encadrement sur la prise d'initiative, etc.). À la lecture des critères « objectifs », on constate que ceux-ci ne sont pas dénués d'un certain flou quand il s'agit de différencier les emplois pour les salariées d'intervention entre le degré 1 et le degré 2. Or c'est là que la principale différence du salaire de base va se faire. Par exemple, entre le degré 1 échelon 2 et le degré 2 échelon 2, qui suppose donc deux emplois différents maîtrisés par la salariée, la différence est de 330 euros brut par mois pour un temps plein. Ou 20 % d'écart !

Ce flou risque de jouer en défaveur de nombreuses salariées. Il leur est demandé de décrire précisément leurs activités réalisées les années passées, les publics, et ainsi de comparer cela avec les exigences « objectives » des nouveaux emplois définis dans la classification de 2020 instaurée par l'avenant 43. L'encadrement va-t-il « aider » la salariée ? Bien naïve celle qui y



croit ! Mais c'est là que l'essentiel va se jouer, et où des millions d'euros sont en jeu, au bénéfice ou au détriment des salariées d'intervention.

Ensuite, une fois le degré déterminé, 1 ou 2, on passe à l'échelon, de 1 à 3. De nouveau, c'est le flou dans certains critères « objectifs », laissant une marge de manœuvre à l'encadrement. Et cerise sur le gâteau, pour obtenir l'échelon 3, il faudra impérativement l'accord de la direction, même si tous les critères objectifs (formation, activités et publics) sont acquis. La direction est censée savoir évaluer, loin, très loin des lieux de travail des salariées, leur degré d'autonomie, d'initiative, de réaction à des situations imprévues, leur aptitude à rendre des comptes, etc. Cela se passe de commentaires, on sait ce que cela signifie.

Question de pratique ...

Quelle valeur les employeurs vont-ils donner aux préconisations et stipulations de l'avenant 43 ? La pratique consistant à confier à une salariée sans diplôme ou ayant peu d'expérience des tâches relevant d'une salariée diplômée, comme aide à domicile de la catégorie B ou C de la classification de 2010, va-t-elle perdurer avec l'avenant 43 ? Celui-ci sera-t-il un outil suffisant pour empêcher la « polycompétence » à outrance, permettant de sous-payer ces salariées ? On peut en douter.

Lors des négociations de l'avenant 43, les fédérations syndicales ont finalement réussi, avec difficulté, à faire reculer les employeurs sur un point crucial. Ceux-ci voulaient que l'avenant ne verrouille pas les tâches attribuées à l'employée de degré 1 échelon 1. Pour eux, une salariée dans ce cas aurait dû pouvoir effectuer des tâches relevant de l'aide aux actes essentiels de la vie quotidienne (lever, coucher, toilette, etc.). Cette volonté patronale au niveau de la branche n'était que le reflet de ce qui est déjà une réalité pour de nombreuses salariées de la catégorie A de la classification de 2010, alors que cette même classification l'interdit. Il fallait faire sauter ce point pour le patronat de la branche afin d'enlever tout outil juridique de résistance des salariées concernées. La version définitive de l'avenant 43 a maintenu ce verrou.

Voici un exemple concret de ces pratiques vues sous l'angle du recrutement. En mai 2021, une association d'aide à domicile dépose une offre d'emploi à l'agence Pôle Emploi. Voici le contenu de l'offre : « *Au domicile des particuliers, vous serez chargé(e) de l'aide au quotidien : aide à la toilette, au lever et au coucher ; aide à la prise des repas ; entretien du linge + repassage et du logement (ménage) ; accompagnement social ; vous serez amené(e) à accompagner la personne à l'aide de votre propre véhicule (RV médicaux, courses, ...).* »

Pour quelles exigences professionnelles ? Soit être

titulaire d'un diplôme (permettant alors à la salariée un positionnement en catégorie B ou C), soit avoir ... 3 mois d'expérience ! Mais comme les candidates se faisaient attendre, la même offre d'emploi a été déposée un mois après, pour le même contenu, mais sans exigence ni de diplôme ni d'expérience !

Quelles luttes syndicales ?

Le reclassement va donc donner un caractère très local aux luttes syndicales. C'est *a priori* une faiblesse, mais qui peut se révéler être un atout. Pour la grande majorité des salariées, on part d'une situation difficile du fait de la faible présence syndicale dans les associations. Avec des déléguées, il faudra exiger que chacune puisse être accompagnée lors de l'entretien de reclassement avec la direction. Et en l'absence de déléguée, le collectif de travail devrait exiger l'accompagnement sous menace que toutes saisissent la commission nationale. Avec ou sans élues au CSE, l'urgence est de construire du collectif pour qu'aucune ne soit laissée seule face à la direction, et que l'expérience acquise soit valorisée au plus haut. C'est l'occasion de renforcer la présence syndicale, ou de la créer. C'est compliqué, mais pas impossible, si des moyens sont donnés aux équipes syndicales du terrain, les unions locales. Il faut rapidement former les plus motivées à la maîtrise de l'avenant 43 pour en déjouer les pièges. L'Union locale CGT d'Épinal a commencé dès juillet, une trentaine de salariées, syndiquées ou pas ont été formées. Et sont reparties gonflées à bloc. Ce sera un acquis pour l'avenir, lorsque tous les deux ans, lors des entretiens d'évaluation, des passages à l'échelon ou au degré supérieur sont gagnés.

Des micro-luttes, des micro-résistances vont donc démarrer dans l'aide à domicile. Des combats non médiatisés qui sont le terreau possible pour progresser dans la syndicalisation d'un secteur féminisé. C'est un enjeu stratégique pour le syndicalisme qui se dit « *de classe et de masse* ».

Michel T.
(militant union locale CGT)

Souscription permanente

La RP ne cesse de défendre ceux qui n'ont que leur force de travail pour vivre. Il nous paraît important que nous puissions encore faire entendre leur voix, librement, dans nos colonnes... C'est grâce à vous toutes et vous tous que La RP peut continuer à vivre en toute indépendance. Sans l'encaissement des abonnements et sans la souscription permanente, ce ne serait pas possible. Merci de votre fidélité et de votre soutien actif.

Principal souscripteur ce trimestre: Miguel Chueca.

Solidarité avec les salariés du secteur pétrolier en Iran

Depuis le 19 juin, plus de 10 000 travailleurs d'environ 70 entreprises sous-traitantes du secteur pétrolier sont en grève dans le sud de l'Iran. Ils disposent de contrats précaires ou de pas de contrat du tout.

Ils revendiquent :

- une augmentation des salaires de 12 millions de tomans (soit au taux d'échange réel sur le marché autour de 400 euros),
- le paiement immédiat des salaires en retard,
- l'amélioration des conditions du travail et le respect des normes de sécurité du travail,
- 10 jours de repos après 20 jours du travail, (les travailleurs habitent loin de leur famille, et la température peut atteindre 50 degrés dans le sud du pays),
- l'embauche directe de tous les salariés précaires avec le même contrat de travail que les ouvriers titulaires,
- l'arrêt du recours à la sous-traitance,
- la réintégration de tous les travailleurs licenciés,
- l'abolition de toutes les lois spécifiques aux « zones économiques spéciales »,
- la gratuité des soins médicaux, de l'éducation et un hébergement décent sur place permettant de faire venir la famille,
- le droit de se rassembler, de faire grève et de créer des organisations indépendantes du pouvoir.

Les travailleurs précaires en grève refusent la création par le pouvoir de « *Conseils islamiques du travail* » censés les représenter et déclarent : « *ce sont des instruments de contrôle des travailleurs au service des patrons* ». Ils ajoutent : « *comme nos collègues de la sucrerie Haft-Tapeh, de l'aciérie d'Ahvaz et d'autres entreprises nous n'accepterons jamais la création des Conseils islamiques du travail [...] Le « Conseil organisateur des travailleurs de la sous-traitance dans le secteur du pétrole » est notre voix et le symbole de notre unité, celle des travailleurs* ».

Nos organisations syndicales françaises soutiennent pleinement les salariés en lutte, comme le fait sur place la grande majorité de la population, ainsi que la diaspora iranienne à travers le monde.

Confédération française démocratique du travail (CFDT)

Confédération générale du travail (CGT)

Fédération syndicale unitaire (FSU)

Union syndicale Solidaires

Union nationale des syndicats autonomes (UNSA)

Paris, le 5 juillet 2021

Afghanistan

En 2002, plusieurs organisations françaises, dont la fédération SUD-Rail, avaient organisé la tournée en France d'une représentante de Revolutionary Association of the Women of Afghanistan (RAWA). Vingt plus tard, la situation n'est pas identique mais la prise de pouvoir des taliban, négociée avec le régime américain en février 2020 à Doha, nous incite à reprendre des extraits d'un texte de ces camarades de cette année 2002.

Christian Mahieux

RAWA et la campagne militaire américaine contre les taliban et al Qaeda

RAWA a souligné plusieurs fois le fait que les taliban, Ben Laden & Co., et les autres groupes de fondamentalistes en Afghanistan sont les créatures de la politique américaine vis-à-vis de la guerre de résistance afghane contre l'invasion soviétique. Tant que ces monstres créés ont été utiles à la poursuite de la politique américaine, les gouvernements successifs américains les ont soutenus en permanence et ont fermé les yeux sur les intérêts du peuple afghan et sur les conséquences d'un tel soutien sur la liberté et la démocratie dans notre pays et dans la région. [...]

RAWA et la lutte contre le terrorisme

On ne peut pas combattre un groupe fondamentaliste en en soutenant un autre. Dans sa guerre contre les taliban et al-Qaeda, les Américains se sont alliés à l'« Alliance du Nord » en courtisant et en armant certains chefs de guerre infâmes. [...] La puissance militaire et financière ne suffira pas à faire disparaître les taliban et al-Qaeda. La guerre contre les taliban et al-Qaeda n'est pas seulement une guerre militaire et financière, mais également une guerre idéologique...

La situation après la chute des taliban

[...] RAWA a sans cesse répété que, dans les conditions actuelles, aucune puissance, à part le peuple afghan lui-même, ne peut les protéger du fondamentalisme. Il n'y a aucun précédent dans l'histoire où une nation ou des nations étrangère(s) ayant elle(s)-même(s) nourri des agents du fondamentalisme ou de l'esclavage, ont pu libérer une nation sous le joug de ces mêmes agents. [...]

La reconstruction de l'Afghanistan

Le versement de milliards de dollars dans un pays dirigé par la mafia fondamentaliste ne peut bénéficier aux Afghans. Dans de telles circonstances, le seul résultat obtenu par ce flux d'argent sera de remplir les coffres de la Cosa Nostra religieuse et de financer ses activités terroristes à l'intérieur et à l'extérieur de l'Afghanistan. Dans un pays comme l'Afghanistan, où l'on ne dispose d'aucune infrastructure légale ou d'un semblant de gouvernement démocratique, la plupart des questions sociales et économiques doivent être traitées comme des questions d'ordre politique. [...]

Association révolutionnaire des femmes afghanes (RAWA). 8 mars 2002 - Peshawar

Pour la vaccination gratuite et obligatoire partout dans le monde

Faisons un peu de politique-fiction. Supposons que dans la France de 2021, il n'existe pas de limitation de vitesse pour les voitures. Les innombrables morts et blessés amènent le gouvernement à mettre enfin en place cette limitation et là, surprise : des gens que nous pensions être des camarades s'y opposent avec vigueur, au nom des « libertés individuelles » – c'est-à-dire en l'occurrence au nom de leur « liberté » de massacrer des piétons et d'autres automobilistes (la liberté de vivre de ces derniers semblant ne pas exister à leurs yeux).

On a l'impression de se trouver dans cette situation quand on voit certaines prises de position ahurissantes dans le contexte actuel d'une pandémie mondiale meurtrière, dont on n'a toujours pas vu le bout. Face à ce virus, il faut avant tout de la solidarité, de l'action collective.

La politique du gouvernement actuel (et de ses prédécesseurs) porte une part de responsabilité terrible, avec le sous-financement de l'hôpital public, le manque de postes, les économies faites sur le stock de masques, le refus de mettre en place la gratuité des masques une fois qu'on les a eus (avec retard), etc. Mais s'il faut évidemment tout faire pour que les malades soient soignés le mieux possible, il faut avant tout mettre en place des mesures efficaces pour éviter les contaminations. Beaucoup semblent l'oublier.

Il y a quelques années, on était une poignée en milieu militant à expliquer qu'il fallait arrêter les cigarettes pendant les réunions, les AG, les débats. On nous répondait avec mépris, au nom de la « liberté individuelle » – mais uniquement la « liberté » des fumeurs, ces derniers bafouant la santé et la liberté des autres. Il a fallu... une loi, pour que des militants qui se targuent pour certains d'être « autogestionnaires » voire « anarchistes », cessent enfin de polluer les salles où ils fumaient. Aucun argument de solidarité élémentaire ou de santé publique n'avait pu obtenir ce résultat. Ils se comportaient comme des patrons capitalistes, qui hurlent à « l'atteinte aux libertés » dès qu'on veut supprimer ou même limiter leur exploitation et leur pollution.

Il y a aujourd'hui l'urgence de la lutte face au virus. Il y a l'exigence de la solidarité, de la levée des brevets pour que les vaccins soient enfin diffusés y compris dans les pays pauvres. Il y a des mesures évidentes, comme la vaccination prioritaire des travailleurs en contact avec le public. Mais il y a aussi la réflexion pour demain : comment une société autogérée lutterait contre un virus comme la Covid-19 ? Quelles mesures sanitaires prendre, comment les faire respecter ? L'inconscience actuelle de certains militants et de certaines organisations est, de ce point de vue, très inquiétante.

C'est pourquoi je pense que les travailleurs, précaires, chômeurs et retraités conscients devraient dès maintenant militer pour la vaccination gratuite et obligatoire partout dans le monde, qui (en l'état actuel des connaissances) apparaît comme le meilleur moyen de lutter contre la pandémie.

Pierre LOINOD

TEXTES SUR INTERNET POUR LA DISCUSSION

► La CGT et les manifestations contre le Pass Sanitaire, Lorenzo Battisti (CGT Banques):

« Je demande à chacun de faire attention à sa participation à ces manifestations, car cela pourrait nuire aux futurs mouvements de classe auxquels la CGT doit participer. »

https://www.academia.edu/50800429/La_CGT_et_les_manifestations_contre_le_Pass_Sanitaire

► Oui à la vaccination, non au passeport sanitaire et aux licenciements!, Union syndicale Solidaires:

« Face à cette pandémie mondiale, l'Union syndicale Solidaires réclame depuis des mois la levée des brevets et l'accès au vaccin pour tous les pays afin que l'ensemble de la population mondiale puisse y avoir accès. »

https://solidaires.org/IMG/pdf/2021-07-23_communique_vaccination_et_pass_sanitaire.pdf

► Non au pass sanitaire, Oui à la vaccination à 100%, Solidaires Étudiant·e·s de Pau :

« Faisons nous vacciner ! Pas pour Macron, son gouvernement, le MEDEF ou les laboratoires pharmaceutiques, mais pour nous protéger nous et les autres, dans une démarche collective pour stopper le virus. »

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/2021/08/17/non-au-pass-sanitaire-oui-a-la-vaccination-a-100/>

► Pour une autre gestion de la crise sanitaire : anticiper, favoriser la vaccination, investir dans les services publics, Fédération Syndicale Unitaire :

« La FSU n'a cessé de réclamer une priorité de vaccination pour les personnels qui le souhaitent, d'autant que les professions des services publics sont souvent fortement exposées au virus. Or, les pseudo-priorités comme celles prétendument données aux enseignants pour se faire vacciner, n'ont jamais eu lieu. »

<https://fsu.fr/pour-une-autre-gestion-de-la-crise-sanitaire/>

► Oui à la vaccination ! Non au flicage et à la régression sociale!, C.G.T.:

« Nous réaffirmons la position de la CGT sur la vaccination, progrès sanitaire et social partout dans le monde. Le vaccin doit être gratuit pour toutes et tous. Cependant, la vaccination ne peut se faire dans n'importe quelles conditions et à n'importe quel prix. »

<https://www.cgt.fr/actualites/sante/mobilisation/oui-la-vaccination-non-au-flicage-et-la-regression-sociale>

► Halte à la campagne antisémite et complotiste autour des mesures sanitaires, Réseau d'Actions contre l'Antisémitisme et tous les Racismes :

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com/2021/07/20/halte-a-la-campagne-antisemite-et-complotiste-autour-des-mesures-sanitaires/>

De Huelva à la Californie, saisonnières exploitées, saisonnières en lutte

Dans les fraiseraies de Huelva¹ [sud-ouest de l'Andalousie] et les champs de tomates des Pouilles, dans les entreprises frigorifiques allemandes ou dans les vallées fruitières de Californie, des travailleurs migrants² remplissent des tâches essentielles dans l'industrie agro-alimentaire, entassés dans des lieux de travail convertis en foyers de contagion. Touchant de modestes salaires, ne bénéficiant d'aucun soin de santé et dormant dans des baraques, les migrants font l'expérience de l'esclavage moderne. Les multiples chaînes du racisme, du machisme et de l'exploitation capitaliste la plus crue se renforcent l'une l'autre, en dessinant le profil d'une force de travail déshumanisée et privée de droits. Cependant, la multiplication des injustices dont les migrants ont été victimes durant la pandémie a poussé aussi aux grèves, à l'organisation et à la résistance des saisonniers.

Les exploitées et les profiteurs

Ana Pinto, 33 ans, est la porte-parole de *Jornaleras de Huelva en Lucha* [Journalières de Huelva en lutte] et médiatrice syndicale de la Société coopérative andalouse des avocates. Elle vit à Escacena del Campo [province de Huelva] et elle a travaillé dès ses seize ans comme saisonnière agricole. Nous parlons de la situation des 7 000 saisonnières marocaines qui sont restées en rade à Huelva, après la récolte, sans pouvoir revenir dans leur pays. Pendant l'état d'alerte, les saisonnières ont continué à travailler, enfermées dans les exploitations, loin des villes. Une fois la récolte terminée, le Maroc ne les laissait pas revenir à cause de la crise sanitaire et elles ont dû continuer à payer pour des logements misérables – avec des températures terriblement élevées, dans des pièces inappropriées à une saison aussi chaude –, sans toucher un centime et en dépensant pour leurs besoins le peu qu'elles avaient gagné. « *Et elles nous racontent que, cette année, elles n'ont pas eu le moindre jour de repos, qu'elles ont fait des heures supplémentaires et que la pression a été bien pire que d'autres années* », nous confie Ana Pinto.

À la fin juillet [2020], les premiers contingents de femmes immigrées ont pu entreprendre enfin leur voyage de retour au pays. Leur lutte a produit des effets : « *Nous y sommes parvenues grâce au courage de ces femmes, qui ont enregistré des vidéos à visage découvert et organisé des manifestations.* » Entre autres actions, il y a eu ces 300 journalières qui se sont rassemblées devant les portes de l'entreprise Fresón de Palos pour exiger des solutions à leurs problèmes.

Qui tire profit de cette exploitation ? Alors que la pandémie a permis de rendre visible cette armée de saisonniers/ères migrants/tes, il est rare qu'on entende parler de ceux qui comptent les billets assis à leur bureau. La Coopérative Santa María de La Rábida, à travers la marque Fresón de Palos, est la principale productrice de fraises en Europe avec 71 millions de kilos en 2019, dont plus de la moitié

est destinée à l'exportation vers les marchés internationaux. Au moment des récoltes, elle emploie directement 600 travailleuses, en comptant les femmes chargées de la cueillette et de l'emballage des fruits (60 % de l'effectif est constitué de femmes), mais elle occupe jusqu'à 5 000 travailleuses par l'entremise de ses partenaires. Une autre de ces grandes entreprises est Cuna de Platero, qui cultive près de 900 hectares à l'année et emploie une moyenne de 2 270 travailleuses. 85 % de sa production est destinée à des pays européens, dont l'Allemagne, le Royaume-Uni, la France, l'Autriche et la Suisse.

Ana Pinto nous révèle une autre donnée importante. Non seulement les grandes entreprises tirent profit de la précarité du travail mais, en outre, elles reçoivent des millions d'aides par le biais de la PAC, la Politique agricole commune de l'UE. « *Toutes ces grandes entreprises exploiteuses, contre lesquelles nous avons porté plainte après plainte cette année-ci, qui exploitent les travailleurs, qui imposent des règles abusives et qui ne respectent pas les conventions collectives ni aucun autre droit sont précisément celles qui reçoivent une bonne part des millions d'aides de la PAC.* » La principale bénéficiaire de ces subventions à Huelva est Moguer Cuna de Platero, qui a reçu un peu plus de 5 millions d'euros pour la seule année 2019. Et si nous regardons la liste des dix entreprises de fruits et légumes basées à Huelva qui ont reçu le plus d'aides cette année, on se rend compte qu'au total elles ont perçu 26,6 millions d'euros.

« *Nous ne sommes pas des bêtes de somme !* »

C'est au cri de « *Nous ne sommes pas des bêtes de somme*³ ! » que, à l'appel du syndicat de base USB⁴, des centaines de journaliers agricoles, migrants pour la plupart, des braccianti [ouvriers agricoles] se sont mis en grève le 21 mai dernier, au moment même du pic de la pandémie. Ils travaillent pour le compte de plusieurs des principales entreprises de fruits et légumes européennes, mais subissent des conditions de travail qui ressemblent à celles d'il y a deux cent ans.

Selon le rapport *Agromafie e caporalato* [Mafias agricoles et caporalato]⁵ du syndicat Flai-Cgil⁶, il y a en Italie 405 000 travailleurs étrangers dans le secteur agricole, et un fort pourcentage d'entre eux est sous la coupe de la mafia. Les *caporali*, qui servent d'intermédiaires entre les journaliers et leurs employeurs, touchent une commission sur le recrutement des équipes, et aussi afin qu'ils mettent des transports ou des logements à la disposition des migrants. La moitié des personnes qui travaillent dans les champs sont des femmes qui touchent de très bas salaires et sont

3 En français, le sens de l'expression espagnole utilisée par l'auteure (« *No somos carne de matadero* », qui correspond à la phrase italienne « *Non siamo carne da macello* ») serait plutôt « Nous ne sommes pas de la chair à canon ! »

4 Unione Sindacale di Base [Union syndicale de base].

5 Le mot vient de *caporale*, le terme qui désigne la pièce centrale de ce système d'embauche illégale pratiqué en Italie (et ailleurs), lequel vise à contourner la réglementation du travail en recrutant des travailleurs/ses à des tarifs bien inférieurs aux réglementaires et pour un nombre bien supérieur d'heures travaillées. En Italie, le *caporalato* est appliqué principalement dans le secteur de la construction du Nord et celui des fruits et légumes du Sud. Les *caporali* sont évidemment liés aux organisations criminelles mafieuses : ils se sont distingués en particulier par leur acharnement féroce contre les organisations syndicales.

6 Federazione Lavoratori Agroindustria [Fédération des travailleurs de l'agro-industrie]. La CGIL [Confédération générale des travailleurs italiens] est le syndicat majoritaire en Italie.

1 Voir l'intéressant article de Marisa Kohan intitulé « Sombras y silencio sobre la situación de las mujeres trabajadoras de la fresa en Huelva » [Ombres et silence sur la situation des travailleuses de la fraise à Huelva] paru le 25 mai 2018 dans *Público*, un quotidien espagnol de gauche (il ne paraît que sous forme numérique).

2 L'auteure recourt très peu à l'écriture dite inclusive et n'hésite pas à écrire « temporeros » là où d'autres écriraient lourdement « temporeros/temporeras » ou « temporeros/as ». Il est bien entendu que les migrants dont on parle ici sont des travailleurs des deux sexes, avec une nette prédominance du féminin.

exposées à de constants abus⁷. Dans la région de Vittoria, en Sicile, 5 000 journalières roumaines travaillent près de dix heures par jour à la récolte des tomates cerises. Selon les ONG locales, les viols sont fréquents, bien que peu de travailleuses osent porter plainte. Le gouvernement italien a décidé une régularisation d'urgence pour les immigrés, mais des collectifs antiracistes, des syndicats de base et des organisations de gauche dénoncent l'insuffisance totale de mesures qui ne concernent pas la majorité des travailleurs.

Les abus sexuels et les viols des ouvrières agricoles sont un phénomène courant dans d'autres parties du monde. Dans les fermes de Californie, environ 270 000 journalières sont exposées à ce genre d'agressions. D'après plusieurs études, 80 % d'entre elles ont connu tel ou tel autre type de harcèlement ou de « chantage sexuel » sur leurs lieux de travail, un fait renforcé par la peur d'être expulsées, la majorité d'entre elles n'ayant pas de papiers.

Un cocktail de racisme, de patriarcat et de capitalisme

Suivant la route de la précarité et du racisme, les résurgences de la Covid-19 se multiplient dans l'industrie agroalimentaire. Dans le nord du Maroc, un des foyers les plus importants du virus est apparu en juin [2020] dans une unité de conditionnement de l'entreprise espagnole Frigodar, où près de 500 travailleuses de la fraise ont été infectées à la Covid-19⁸. En Allemagne, une des résurgences les plus importantes est partie des installations du producteur de viande porcine Tönnies de la localité de Gütersloh, où au moins 1 500 travailleurs, en majorité des migrants d'Europe de l'Est, ont été déclarés positifs à la Covid. L'Allemagne est le second exportateur mondial de viande de porc et le groupe Tönnies a un chiffre d'affaires annuel de cinq milliards d'euros.

Aux États-Unis aussi, les foyers de Covid-19 frappent tout spécialement l'industrie de la viande et le travail agricole. Le biologiste Rob Wallace, l'auteur de *Big Farms Make Big Flu*⁹ [Les grosses fermes font les grosses gripes], explique que la contamination est plus importante dans des secteurs « dont la discipline de travail et la rémunération sont des vestiges de l'époque esclavagiste ». Ces industries « dépendent de la main-d'œuvre noire, latino-américaine et immigrée. La démographie est imprimée sur les taux d'incidence de la Covid-19. Avant même la pandémie, plus la force de travail latine était nombreuse, notamment dans la production des aliments et dans les entrepôts – les points chauds de la Covid –, plus grand était le nombre des griefs enregistrés et moindres les contrôles ».

Tout au long de son histoire, le capitalisme a promu et utilisé pour son plus grand bénéfice le racisme et le machisme comme des façons de marginaliser des secteurs caractérisés par leur

7 Pour que les lecteurs de *La RP* se fassent une idée précise de ce que signifie pour les travailleurs le système du *caporalato*, voici quelques chiffres significatifs, tirés du rapport de la FLAI-CGIL : une journée de travail s'étend en général sur douze heures et elle est payée entre 20 et 30 euros. Le salaire moyen est inférieur de près de 50 % au niveau prévu dans les conventions collectives nationales. Quant au travail à la tâche, il rapporte entre trois et quatre euros pour une benne de fruits de 375 kg. Bien entendu, ce sont les travailleurs qui doivent payer leur transport (au prorata de la distance parcourue) et aussi les biens de première nécessité (à raison de 1,5 euro pour un litre d'eau et de trois pour un *panino*). Les femmes sont payées 20 % de moins que leurs collègues masculins.

8 Cette contamination est survenue à Lalla Mimouna, dans l'ouest du Maroc. Sur le sujet, on lira le communiqué de la Fédération nationale du secteur agricole au Maroc : « Catastrophe de Lalla Mimouna : des centaines d'ouvrières agricoles marocaines atteintes par le coronavirus » (in « Via Campesina », 20 juin 2020).

9 Robert Wallace, *Big Farms Make Big Flu: Dispatches on Infectious Disease, Agrusiness, and the Nature of Science*, Monthly Review Press, 2016.

extrême précarité et les salaires les plus bas. Il a créé aussi des mécanismes pour diviser les opprimés entre eux. C'est pourquoi les questions raciales et celles de genre sont entrelacées à la question de la classe, et plus encore au XXI^e siècle, alors que la classe ouvrière¹⁰ n'a cessé de s'étendre au niveau mondial¹¹, avec plus de précarisation, de racialisation et de féminisation. Les lois sur les étrangers, les murs aux frontières et les barrières¹² sont de nouvelles formes de ségrégation, adaptées à un capitalisme mondialisé dans lequel les migrations se sont multipliées.

Un peu partout dans le monde, apparaissent des revendications similaires parmi des groupes antiracistes et des associations d'ouvrières agricoles : la régularisation immédiate et sans conditions, l'annulation des lois sur les étrangers, des logements dignes, un salaire minimum adapté aux besoins, le droit à une libre syndicalisation et la réduction du temps de travail, pour commencer. Et bien que, si ces mesures étaient adoptées, elles permettraient d'améliorer les conditions de travail de toute la classe ouvrière, immigrée et autochtone, les syndicats majoritaires ne leur accordent que peu d'importance, contrairement à des syndicats plus modestes comme le SAT¹³, qui depuis des années font du travail de terrain et n'hésitent pas à traîner les patrons devant la justice. « *La passivité et le consentement des grands syndicats à ce qui se passe ici, dans notre province, font partie aussi de notre problème* », assure Ana Pinto.

Les femmes de *Jornaleras de Huelva en Lucha* ont opté pour prendre une autre voie, en unissant les ouvrières autochtones, immigrées et racialisées dans une même organisation, pour mener un combat commun. « *C'est vrai que nous avons commencé avec un plus grand nombre d'ouvrières autochtones, mais aujourd'hui des compañeras¹⁴ du Maroc et des compañeras de Roumanie nous ont rejointes aussi. Nous sommes aux côtés des travailleurs et des travailleuses d'Afrique, avec les femmes des exploitations, qui sont avec nous dans la lutte, et nous sommes en train de créer quelque chose de très beau, avec une grande diversité et un immense respect entre nous toutes.* »

Josefina L. MARTÍNEZ¹⁵

Ctxt, 9 août 2020.

Traduction et notes de Miguel Chueca.

10 Ou « laborieuse », si on préfère.

11 Sur ce sujet, on recommandera la lecture de l'étude de Kim Moody, « Les mondes du travail à l'échelle planétaire : entre accroissement, recomposition et rébellions » (texte disponible sur internet).

12 L'auteur pense ici aux fameuses « vallas » qui séparaient les enclaves de Ceuta et Melilla du territoire marocain, qui avaient été couronnées un temps par des lames coupantes.

13 Sindicato Andaluz de Trabajadores [Syndicat andalou des travailleurs], fondé en 2007, il est l'héritier de l'historique SOC, Sindicato de Obreros del Campo [Syndicat des ouvriers agricoles]. Dans l'article de *Público* cité plus haut, Marisa Kohan notait que cette plainte du SAT avait fait suite à une enquête menée pendant deux ans en Espagne, en Italie et au Maroc par le site BuzzFeed.News en collaboration avec correctiv.org, une revue numérique allemande. L'étude rédigée par Pascale Müller et Stefania Prandi sous le titre « *Vergewaltigt auf Europas Feldern* » [Violées dans les champs d'Europe] a reçu le prix Otto Brenner en 2018. Par souci d'objectivité, Marisa Kohan signalait que les syndicats majoritaires (UGT et Commissions ouvrières) et des organisations humanitaires comme Huelva Acoge [Huelva accueille] ont nié avoir eu connaissance de ces faits. Cependant, la journaliste rapportait aussi qu'une militante connue des Commissions ouvrières, Pastora Cordero, avait affirmé pour sa part que ces abus existent bel et bien et que « tout le monde en a entendu parler mais que personne ne souffle mot ». Elle ajoutait que les saisonnières se refusaient à porter plainte de peur d'être licenciées.

14 Collègues, camarades.

15 L'auteure de cet article est historienne de formation et journaliste. Née à Buenos Aires, elle vit aujourd'hui à Madrid. Elle a publié tout récemment le livre *¡No somos esclavas! Huelgas de trabajadoras, ayer y hoy* [Nous ne sommes pas des esclaves ! Grèves de travailleuses, hier et aujourd'hui], Editorial Izquierda Diario, 2021.

Aux Près d'Arènes

Les Près d'arènes, c'est un quartier de Montpellier. Naguère à la limite de vignes aujourd'hui disparues ; mais là n'est pas le sujet du jour. C'est aussi un rond-point ; un lieu « récupéré¹ » par un groupe de Gilets jaunes à partir de la fin 2018. Rappel : 17 novembre 2018, à la suite d'un appel sur les réseaux sociaux, des milliers de personnes se mobilisent dans tout le pays, notamment contre une nouvelle taxe sur les carburants qui va avoir pour effet de réduire les revenus de millions de gens déjà touchés par une politique salariale et fiscale qui profite aux plus riches. Ils et elles décident d'endosser le gilet jaune obligatoire dans les véhicules automobiles. Ainsi naissent les Gilets jaunes, un mouvement social inédit, imprévu, surprenant à bien des égards. Personne ne s'attendait à un mouvement de cette ampleur, qui s'inscrit dans la durée, la radicalité et débouche sur la remise en cause de l'ordre néolibéral et capitaliste. Un mouvement qui, au passage, a engrangé quelques acquis, très insuffisants bien sûr mais réels.

Les Gilets jaunes des Près d'Arènes sont semblables à celles et ceux de nombre de communes en France : un rassemblement populaire, avec des contradictions, des désaccords, des tentatives de récupération... mais, comme l'écrivait Patrick Le Tréhondat dans le n°11 des Cahiers *Les utopiques*² « nous avons déclenché une crise sociale et politique sans vouloir ouvrir de négociations sous les lambris dorés des ministères. Nous avons accéléré la crise sans fin de la V^{ème} République et contesté la démocratie représentative au profit de la démocratie directe. Nous avons ouvert nos propres parlements autour des ronds-points et décrété la délibération permanente sans respect pour le calendrier électoral alors que beaucoup veulent nous ramener dans une file d'attente devant le bien-nommé isoloir. »

¹J'utilise volontairement le terme utilisé par les militantes et militants d'Amérique du Sud pour les « *empresas recuperadas* », reprises en autogestion par celles et ceux qui y travaillent.

² lesutopiques.org ou syllepse.net/les-utopiques-_r_64_va_1.html

Les GJ des Près d'Arènes ont une page Facebook³. Dans les dernières informations, on peut y lire l'appel à une des dernières manifestations, avec un texte sans ambiguïté : « *Pour défendre nos libertés et nos droits : On veut toujours l'augmentation du pouvoir d'achat ! On veut toujours l'éradication de la pauvreté ! On veut toujours une justice fiscale et la démocratie ! On veut des lits d'hôpitaux, du travail pour les jeunes et une vraie retraite pour les anciens !* » J'ai déjà eu l'occasion de dire que le mouvement des Gilets jaunes ressemblait à bien des égards à ce qu'on vit dans une grève⁴ ; ceci, en rapport notamment à l'accélération de la politisation, à la démocratie directe ou encore à l'implication de personnes aux idées initialement pas forcément progressistes. Il en est de même pour la culture. Les grèves sont souvent le moment de créations culturelles : chansons, films, etc. Les Gilets jaunes des Près d'Arènes ont réalisé un DVD et un CD, aujourd'hui épuisés ; mais on peut avoir un aperçu notable ici : www.youtube.com/watch?v=POAoS4vRLto - www.youtu.be/w-3nNSQL-QDA - www.youtu.be/sJujO_gR03o - www.youtube.com/watch?v=20Ra_vexGw0

Christian MAHIEUX



³ [facebook.com/gj34mtp/](https://www.facebook.com/gj34mtp/)

⁴ Notamment dans le numéro des *Utopiques* déjà mentionné.

Comment aider la revue ?

Faites s'abonner à *La RP* autour de vous

Tunisie, nouvelle étape

La Tunisie reste à l'avant-garde de l'initiative politique du monde arabe ; elle s'était illustrée il y a dix ans comme fer de lance de ce qui fut qualifié de Printemps arabe ; dans les années qui suivirent on assistait à une mainmise des droites islamistes sur les institutions et les électors. Aujourd'hui, la Tunisie réapparaît sur le devant de la scène par son initiative inédite contre l'islamisme.

Le 25 septembre dernier, une manifestation a porté la jeunesse de Tunis devant le siège du Parlement ; au même moment une autre manifestation encerclait le local du parti dominant le Parlement, les islamistes (d'inspiration fréristes musulmans) Ennahdha. Les manifestants, jeunes et très jeunes dans leur écrasante majorité demandaient la « dissolution du Parlement ». Peu après, le président de la République prenait les devants en envoyant l'armée autour du siège et annonçait sa suspension ainsi que le limogeage du chef du gouvernement. Par la suite, les manifestations se poursuivaient, dans plusieurs villes les locaux de Ennahdha étaient attaqués et parfois mis à sac.

Avant les événements du 25 juillet, l'actualité n'évoquait la Tunisie que comme pays en voie de battre les records de contaminations par la Covid. Le pays avait semble-t-il été épargné lors de la première vague et dénombrait 57 morts. Fort de ce résultat exemplaire, les gouvernements s'étaient exonérés de toute action préventive. Un an plus tard, cette décision devait peser très lourd et mettre le pays dans le peloton de têtes des contaminés et des morts. C'était aussi l'occasion de rappeler la gabegie de la santé publique dont le budget alloué est trois fois inférieur à celui recommandé par l'OMS.

Dans les semaines qui précédaient, le pays avait commencé à connaître ses premières étapes critiques pour le pouvoir : le 13 juin dernier, la mort suspecte d'un jeune entre les mains de la police avait provoqué une manifestation, petite mais néanmoins visible et commentée dans un contexte de confinement. Peu après une vidéo sur le traitement inhumain d'un mineur par la police alimentait plus encore les débats sur une police dont la réputation est désastreuse et pleine des relents de l'ancien régime.

Les conditions sociales d'une crise

Dans ce contexte où se cumulent les contraintes de la situation sanitaire, une situation et économique désastreuse, une absence d'horizon et de sortie de crise, la population confrontée à une telle adversité et dans jours de fête de l'Aïd a vu sa jeunesse montrer son exaspé-

ration au point de faire le coup de force contre le parti dominant. Au fil des années écoulées, la monnaie a perdu 40 % de sa valeur, les salaires ouvriers et employés sont de 600 à 1000 dinars par mois (entre 200 et 300 euros), un loyer à Tunis coûte la moitié d'une paie. La santé publique et l'assurance maladie se sont effondrées depuis la révolution, l'explosion du travail non déclaré et la perte de cotisation achèvent le malade. Cette jeunesse ne réagit plus au mythe fondateur de l'indépendance et de la république, elle ne mythifie pas non plus la révolution de 2011 qu'elle n'a pas connue.

Ennahdha, une histoire d'ascension, de prestige et de chute

Issu d'une proximité avec les Frères musulmans, ce parti, fort de sa réputation de résistance à la dictature de l'ancien régime, avait gagné des positions, à commencer par la première place de l'Assemblée constituante en 2011 au lendemain de la révolution, au Parlement lors des législatives de 2014 puis à nouveau Parlement en 2019. Cependant la situation s'est vite gâtée peu après cette dernière victoire : le parti passe de 89 députés à 54 à la suite de démissions ; en interne, la situation n'est pas meilleure, crises et départs se succèdent. À côté de cela, le parti ayant gagné ses positions par un ancrage dans les classes populaires et moyennes déclassées se voit peu à peu affublé d'une réputation désastreuse : intrigues et accusations diverses, soupçons de détenir un trésor en milliards de dinars, infiltration de toutes les sphères institutionnelles et captation des postes à responsabilité par ses militants, mise en cause et poursuite de certains de ses dirigeants sur l'affaire de deux assassinats de leaders de gauche en 2013. Pour aller plus loin, le parti prend l'initiative insensée de présenter un projet d'indemnisation par l'État des détenus et persécutés de l'ancien régime. Une telle initiative est reçue par la rue comme un nouveau projet d'enrichissement des cadres et militants du parti alors que le pays est sur les genoux.

Le président sauve l'État et protège sa classe

Depuis le début de son mandat, le Président joue la carte de la singularité en manifestant une hostilité explicite au parti islamiste tout en se présentant lui-même comme un islamo-conservateur. Ceci lui permet de rafler le soutien d'une partie de l'électorat nahdhaoui et de s'attirer au bénéfice du vide politique, le soutien des franges progressiste et centriste de la population.

Il ne lui en fallait pas moins pour profiter de la circonstance : une petite mobilisation (les mesures de confinement rendent faibles et rares les actions de rue)



devant le Parlement, l'affaiblissement du parti dans l'opinion publique et le silence forcé de son chef hospitalisé, et le lendemain le président habillé de sa solennité gaullienne, s'exprimant en arabe classique comme à son habitude, annonçait la suspension du Parlement (la constitution ne permet pas la dissolution) et la levée de l'immunité parlementaire des députés. Dans le cadre de l'action contre la corruption, des députés nahadouis sont arrêtés, le Premier ministre est limogé et l'exécutif mis entre les mains du président qui gouverne désormais par décrets. Les manifestations de soutien à Ennahdha sont présentées comme des rassemblements renforcés par des manifestants payés sur le trésor du parti et recrutés dans la petite pègre et la misère des quartiers populaires. En outre, la religiosité de cette jeunesse est en chute libre, la relève électorale de l'islamisme semble donc mal assurée.

L'attente de la nomination d'un gouvernement se fait attendre, aucun chef de gouvernement n'est nommé et à ceux qui l'accusent de coup d'État, paraphrasant de Gaule, il déclare qu'il est « trop vieux pour commencer une carrière de dictateur ».

Au rang des zélés pour ne pas perdre leurs positions, le secrétaire général de l'UGTT ne tardera pas à accorder son plein soutien au président le 5 août en lui exprimant sa confiance et en lui donnant des conseils de formation d'un cabinet restreint. Le syndicat reprend ses vieilles habitudes de courroie de

transmission du pouvoir central.

Le lendemain des révolutions du Printemps arabe était gros de contre-révolutions, la Syrie s'est engluée dans un bipartisme État bachariste contre islamismes, en Égypte le clou frériste Morsi a été chassé par le clou Sissi, le soulèvement libyen a détruit durablement l'unité du pays, la société libanaise reste dominée par la dictature milicienne du Hezbollah.

La contre-révolution tunisienne a suivi le chemin institutionnel et parlementaire en confiant la rédaction de la constitution à la droite religieuse, entièrement acquise au libéralisme économique et à l'endormissement des masses par le recours opportun à des débats stériles mais fonctionnels pour ses intérêts à court terme. Aujourd'hui nous assistons à la première phase du reflux et de la critique en acte de cette contre-révolution au sein de la société arabo-musulmane la plus sécularisée entre toutes. La mobilisation de la jeunesse a été saisie opportunément par une tendance de l'État incarnée par le président, elle met fin à la ligne historique tracée par l'islamisme. Le pouvoir présidentiel prend le relais de la contre-révolution ; il lui restera à se construire un nouvel ennemi pour affronter la prochaine crise, dès lors la balle peut être entre les mains des organisations de lutte, du mouvement ouvrier et de la société civile pour construire ce front.

Pascal BÉ

Italie : le 11 octobre, grève unitaire à l'appel du syndicalisme de base !

Les « syndicats de base » sont nombreux en Italie. Héritiers des Rappresentanze Sindacali di Base (RdB), des Comitati di Base (Cobas) de l'éducation et de la Coordinamento macchinisti uniti (COMU) des chemins de fer des années 1980, une partie d'entre eux portent encore l'intitulé COBAS dans leur nom, d'autres pas. Quelques-uns ne sont implantés que dans certaines régions, d'autres uniquement dans certains secteurs professionnels, d'autres encore ont une implantation nationale interprofessionnelle. Les appels nationaux à la grève lancés unitairement par plusieurs syndicats de base sont extrêmement rares; la tendance est plutôt aux dates successives. L'appel lancé cet été pour le 11 octobre est exceptionnel : c'est l'ensemble du syndicalisme de base qui s'unit : des organisations membres du Réseau syndical international de solidarité et de lutte (ADL COBAS – CUB - SI COBAS - SIAL COBAS), de la Fédération syndicale mondiale (USB), de la Confédération internationale des travailleurs (USI CIT), ou non affiliées internationalement (CIB UNICOBAS - CLAP - CONFEDERAZIONE COBAS - COBAS - FUORI MERCATO – SGB - SLAI COBAS S.C.)

Extrait de l'appel unitaire

Contre les licenciements et la boucherie sociale, l'ensemble du syndicalisme de base s'unit et appelle à la grève générale dans les secteurs privés et publics de tout le pays pour toute la journée du 11 octobre 2021 et. Les licenciements chez Ginetti, GKN et Whirlpool¹ s'ajoutent aux milliers de licenciements dans les petites entreprises qui n'ont pas fait la une des journaux nationaux, et viennent s'ajouter aux plus de 900 000 travailleurs et travailleuses licenciés ces derniers mois. Le déblocage des licenciements, signé avec la complicité des confédérations CGIL-CISL-UIL², est inextricablement lié aux plans de restructuration capitalistes mis en place par les patrons à travers les directives du gouvernement Draghi et de l'Union européenne. La poursuite de la crise pandémique, avec l'impact social dramatique qu'elle a déjà eu tant sur la santé que sur les conditions de vie, de travail et de salaires, n'a pas empêché les patrons d'intensifier l'ex-

¹ Il s'agit de trois entreprises qui ont annoncé des centaines de licenciements début juillet, quelques jours avant la publication de ce texte.

² Depuis les années 1980, les trois confédérations italiennes ont enchaîné les signatures d'accords favorisant le patronat, à propos des salaires, des retraites, des licenciements, du droit de grève, etc. En contrepartie, les patrons ont signé d'autres accords visant à quasiment interdire aux syndicats de base d'exister. Ainsi, en 2014, CGIL, UIL et CISL ont signé avec la Confindustria (MEDEF italien) un texte qui limite la possibilité d'avoir des délégués aux seuls syndicats ayant accepté de signer la convention collective ou l'accord d'entreprise.

ploitation dans les secteurs privé et public : Le rythme de travail et le contrôle s'intensifient, les formes les plus sauvages de précarité prolifèrent et, avec l'alibi d'une crise qui n'est souvent qu'apparente, les entreprises agitent le spectre des licenciements massifs pour délocaliser et/ou favoriser le remplacement de la main-d'œuvre stable par des masses de jeunes surexploités et sous-payés.

La crise de la pandémie a mis en évidence de façon dramatique l'effondrement du système de santé causé par une politique de coupes budgétaires et de privatisation qui dure depuis des décennies, ainsi que la destruction des services sociaux (éducation, transports, crèches, etc.). Le gouvernement Draghi, loin d'inverser cette tendance, continue à l'alimenter, comme en témoignent la libéralisation de la sous-traitance et l'utilisation des fonds PNRR (Plan national de relance et de résilience de la Commission européenne), dont la plupart sont destinés aux patrons et aux spéculateurs, premiers responsables de la crise économique et du désastre sanitaire et social auxquels nous avons assisté en cette année et demie de pandémie.

L'intolérable escalade de la répression contre les grèves et les luttes sociales, avec des inculpations policières, des dénonciations systématiques et des ordres de confiscation, légitime en réalité la violence et l'agression contre les travailleurs et les militants syndicaux par les escadrons patronaux dont nous avons été témoins ces dernières semaines et qui ont conduit au meurtre du syndicaliste Adil Belakhdim³.

Face à ce scénario, il est urgent d'apporter une réponse décisive, unie et coordonnée à l'échelle nationale. Pour cette raison, nos syndicats unis appellent à une grève générale dans tous les secteurs privés et publics pour toute la journée du 11 octobre 2021. Dès maintenant et jusqu'au 11 octobre, nous travaillerons à construire ce mouvement, avec des assemblées et des initiatives de lutte sur les lieux de travail et dans les territoires, dans le but de généraliser la mobilisation à tous les mouvements et secteurs sociaux qui entendent s'opposer aux plans de super-exploitation, de précarité, de chômage, de dévastation sociale et environnementale imposés par les patrons à l'échelle nationale et internationale : pour cette raison, nous déclarons dès maintenant notre engagement à construire les mobilisations de fin octobre contre le G20 à Rome.

Les syndicats soussignés appellent à une grève générale dans tous les secteurs privés et publics du pays

³ www.laboursolidarity.org/Secteur-de-la-logistique-le



pour toute la journée du 11 octobre 2021 de 00 h 01 à 23 h 59 – y compris la première équipe pour les travailleurs postés. Pour les travailleurs des autoroutes, la grève commencera à 22 h 00 le 10 octobre 2021 et se terminera à 22 h 00 le 11 octobre 2021. Pour les cheminots, la grève commencera à 21 h 00 le 10 octobre 2021 et se terminera à 21 h 00 le 11 octobre 2021.

La grève générale est déclenchée pour les objectifs et les raisons suivants :

- contre le déblocage des licenciements et pour la réduction générale du temps de travail à salaire égal, afin de contrer l'attaque contre l'emploi et les salaires;

- pour la relance des salaires, avec de fortes augmentations économiques et la mise en place d'un mécanisme de protection intégrale des salaires contre l'inflation;

- pour un revenu garanti par un salaire moyen garanti pour tous les chômeurs; pour un accès gratuit et universel aux services sociaux et pour un système de sécurité sociale unique qui garantisse une continuité effective des revenus et des salaires;

- pour lutter contre l'insécurité de l'emploi et l'exploitation, abroger le Jobs Act⁴, vaincre la sous-traitance et le dumping social, et s'opposer fermement à l'utilisation inconsidérée des contrats précaires;

- pour la relance de l'investissement public dans l'éducation, la santé et les transports, contre la privatisation, la marchandisation et le démantèlement des services publics essentiels, des secteurs clés, des services publics et des infrastructures; contre les projets d'autonomie différenciée et les formes actuelles de régionalisation, pour l'égalité des droits et des services sur tout le territoire;

- pour une véritable démocratie syndicale, contre le monopole des organisations syndicales négociatrices, pour donner aux travailleurs le pouvoir de décider qui doit les représenter; pour le droit de grève et l'abrogation de toutes les législations répressives qui sapent et réduisent son efficacité, à commencer par le décret Salvini;

- pour le renforcement de la sécurité des travailleurs, des systèmes d'inspection et du rôle du RLS

4 Grossièrement, « loi Travail » italienne.

(*Rappresentante dei lavoratori alla sicurezza*);

- pour la protection des travailleurs immigrés et pour un permis de séjour pour tous les immigrés;

- contre toute forme de discrimination fondée sur le sexe et pour une égalité réelle en matière de rémunération, d'emploi et de droits des femmes sur le lieu de travail et dans la société;

- pour la protection de l'environnement, l'arrêt des productions nuisibles et des projets spéculatifs à grande échelle;

- contre le G20 de Rome et les défilés hypocrites des patrons mondiaux, pour l'unité et la solidarité internationale entre les luttes des travailleurs, des travailleuses et des exploités.

Associazione diritti lavoratori Cobas (adlcobas.it)

Confederazione Italiana di Base Unicobas (unicobas.org)

Camere del lavoro autonomo e precario (clap-info.net)

Confederazione dei Comitati di Base (cobas.it)

Cobas Sanità Università e Ricerca (cobas-sanita.it)

Cobas Scuola Sardegna (cobasscuolasardegna.it)

Confederazione Unitaria di Base (cub.it)

Fuori Mercato (fuorimercato.com)

Sindacato Generale di Base (sindacatosgb.it)

Sindacato Intercategoriale Cobas (sicobas.org)

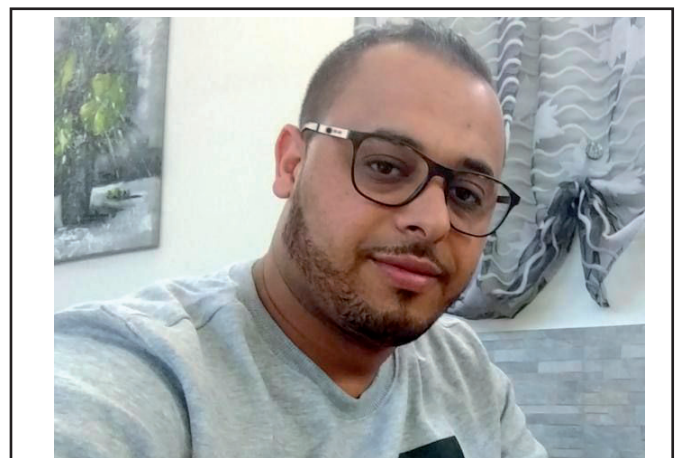
Sindacato Autorganizzato Lavoratori – Cobas (silcobas.it)

Slai Cobas per il sindacato di classe (cobasperilsindacatodiclasse.blogspot.com)

Unione Sindacale di Base (usb.it)

Unione Sindacale Italiana - Confederation International de los Trabajadores (usi-cit.org)

Christian MAHIEUX



Le 18 juin 2021 au matin, le camarade Adil Belakhdim, 37 ans, père de deux jeunes enfants, membre de la Coordination nationale SI Cobas, est mort heurté par un camion qui forçait un piquet de grève devant le Lidl de Biandrate.

Il y a 150 ans, la Commune de Paris

Une épopée pour se souvenir : le temps de la révolte

« Et maintenant vienne l'œuvre attendue ! »

Dans le numéro 813, nous avons présenté un extrait de la deuxième partie du *Temps des cerises*, l'épopée de Marc TERNANT sur la Commune de Paris. Voici à présent « L'œuvre », qui précède « La lutte » et « La semaine sanglante ». Tenter de résumer « L'œuvre » n'aurait aucun sens. Le texte s'appuie toujours sur une connaissance très profonde et précise des événements et de leurs acteurs, célèbres ou non. J'ai choisi cette fois trois extraits : le premier rappelle qu'Adolphe Thiers, dont le tombeau est l'un des plus somptueux du cimetière du Père La Chaise, a refusé toutes les tentatives de médiation entre le peuple parisien et son gouvernement¹, choisissant délibérément la guerre civile ; le second rend hommage aux « institutrices » de la Commune, le troisième, enfin, rappelle, la solitude de Victor Hugo quand il prit le parti des vaincus.

JKP

Point de pardon pour ceux qui contrarient Les plans de Thiers et des restaurateurs De monarchies...

Mais à Versailles,
Adolphe Thiers ne veut que représailles.
Tous les négociateurs sont éconduits,
Hier, les commerçants et aujourd'hui
Clemenceau, cœur conscient, Clemenceau sombre
Et obstiné voyant les morts sans nombre
Des temps futurs [...],

Honneur aux institutrices²

Que de bêtise et d'inconsistance
À réformer ! La Commune y parvient
D'un coup ! Souvent le mérite en revient
À celles qu'on nommait « agitatrices »

¹ J'ai l'impression que le monument dressé à Thiers est à peu près à l'endroit où, dans *Le Père Goriot*, le jeune Rastignac lance son défi à Paris : « À nous deux maintenant ! ». Une inscription en latin (pour donner plus de crédit et de noblesse à l'affirmation) définit ainsi l'homme : « Il a chéri sa patrie, et cultivé la vérité. »

² Les éditions du Temps des Cerises viennent de publier *Nathalie Le Mel, une communarde bretonne, révolutionnaire et féministe*, d'Eugène Kerbaul, et le conte d'André Léo, *La Commune de Malenpis*. Les Classiques Garnier ont republié en 2018, dans une édition de C. Réat, le roman de Louise Michel, *La Chasse aux loups*.

Chez le bourgeois, en fait, institutrices
Enseignant simplement sans crucifix :
Anna Jaclard, Paule Mink ou Sophie
Poirier ou bien Marguerite Tinayre,
Louise Michel et autres visionnaires
[...]

Victor Hugo, le veilleur

De tout, il pourrait être dégoûté :
Son fils est mort, ses amis, à Versailles
(Des écrivains) parlent de représailles
Contre le peuple en lutte pour ses Droits !
La capitale est loin ! Pourtant l'effroi
Le prend devant « les crimes de l'aurore »
Quand il entend le riche qui pérore
Et voit le pauvre qui a faim. Il sait
Que la Commune est un fragile essai
Mais un essai fondé et désirable...
Il sait qu'il ne faut pas de misérables
Aux portes des palais [...]
« Malheur à ceux qui font les orphelins ! »
« Voulez-vous être maîtres, je vous plains
Car vous tuerez ceux qui vous feraient vivre
Quand le Pouvoir vous aura rendus ivres ! »

Marc TERNANT



Marc Ternant anime l'association Printemps 1871.

Illustration : Femme à l'Hôtel de Ville, 2^{ème} jour de la Commune 1871 (Daniel Vierge, Musée Carnavalet)

Sur Napoléon

Le texte qui suit est tiré d'un livre de Bernard Charbonneau, L'État, édité à compte d'auteur en 1949 avant d'être repris par Economica en 1987 puis par R&N Éditions en 2020 – que nous remercions vivement pour son autorisation gracieuse de reproduction. Il nous a paru très approprié de le publier à l'occasion du bicentenaire de la mort de Napoléon I^{er}, ne serait-ce que comme contre-feu aux manifestations officielles organisées pour la plus grande gloire du sanglant empereur. Nous le faisons aussi en souvenir de la démolition, le 16 mai 1871, de la colonne Vendôme par la Commune de Paris, dont nous avons célébré tout récemment le 150^e anniversaire. Nos lecteurs n'ignorent pas qu'une statue du « Petit Caporal » couronnait ladite colonne, laquelle finit sa carrière de la meilleure façon qui fût : sur un tas de fumier.

NDLR



Sur une société que la dictature et la révolution avaient broyée s'épanouissaient les fleurs bizarres d'un monde corrompu. Mais la corruption nourrissait le dégoût ; le peuple se détournait, et les maîtres qui voulaient assurer l'avenir songeaient à rétablir un ordre. Tous se tournaient vers l'armée ; elle était loin, et l'éclat de sa gloire était la dernière espérance. L'énergie de ses chefs et les vertus de ses soldats étaient un exemple ; en dehors d'elle rien n'était pur, rien n'était sûr. À partir d'elle renaquit l'État dans la personne de Bonaparte.

Car c'est toujours derrière la personne qu'il se dissimule. Le mythe de Napoléon n'existe que pour offrir une image de l'homme à une humanité excédée d'abstraction politique ; pour fournir un objet vivant à son besoin d'aimer et de servir. Chaque fois que progresse le mécanisme de la dictature, la personne du dictateur s'interpose pour nous le cacher. Pour un temps, dans le tonnerre romantique des canons : la tragédie et le Héros ; et pour toujours dans le silence : l'administration et le Code. Aujourd'hui encore, c'est ainsi que nous dupe le politique.

Napoléon fut l'homme d'État ; la parfaite incarnation de César. Comme lui, il ne croyait à rien sauf à soi-même ; à un destin qu'il confondait avec la frénésie de conquérir ; ni celui d'un pécheur ni celui d'un saint, mais celui d'un maniaque fabriqué et possédé par l'action. Il ne reconnaissait pas Dieu, pas même dans la haine des prêtres ; la Révolution avait fait des martyrs, il fit des fonctionnaires (« *On dira que je suis papiste : je ne suis rien. J'ai été mahométan en Égypte, je serai catholique ici pour le bien du peuple. Je ne crois pas aux religions.* »). Rien ne lui était sacré, pas plus la vérité divine que la morale humaine ; s'il n'est pas allé comme les dictateurs modernes jusqu'à l'extermination massive de ses ennemis, c'est faute de moyens, et parce que la société n'aurait pu alors l'admettre. Mais c'était déjà un nihiliste et un nihiliste conscient, qui ne croyait qu'à l'action ; et de la bouche du maître impitoyable tombaient déjà des paroles redoutables qui annonçaient un avenir inhumain : « *Le cœur de l'homme d'État doit être dans sa tête... L'homme fait pour les affaires et pour l'autorité ne connaît point les personnes ; il ne voit que les choses, leur poids et leurs conséquences... Les hommes sont*

comme les chiffres, ils n'ont de valeur que par leur position... Je ne m'amuse pas à compter les morts. » Tels sont ces automates faits pour broyer, que pour leur malheur l'amour des peuples revêt de chair.

Beaucoup plus qu'avec les Jacobins apparaît le dictateur moderne, l'homme fait pour diriger – et pour suivre – les événements. Parce qu'il ne croyait qu'à la puissance, il développa ce qui permet de gouverner et de conquérir : l'organisation centralisée. L'imagination napoléonienne n'innove pas, au contraire elle continue ce qui est commun à tous les régimes. Dans l'Empire français se manifeste avec évidence ce qu'il y avait d'identique dans la monarchie et la révolution. « *De Clovis au Comité de Salut public je me sens solidaire de tout...* » Du prévôt et du représentant en mission peut-être, certainement pas de la sainteté du roi et de la volonté de justice des révolutionnaires.

Napoléon reprend la tradition monarchique. Il fabrique un ordre précaire par l'utilisation consciente de ce qui était autrefois naturellement sacré. Par l'accord avec l'Église, le rétablissement de la cour et d'une noblesse d'État, l'emploi systématique de tout ce qu'il y a d'extérieur dans l'autorité, il essaye de réveiller la foi dynastique. Mais aussi il normalise l'œuvre de la Révolution en réalisant ce qu'il y avait en elle de non utopique : le progrès de l'État et les transformations sociales qui le favorisent. La plupart des institutions napoléoniennes : l'Université, le Code civil, l'administration des Finances, etc. ont été conçues par les assemblées révolutionnaires. Seulement il les a mises en pratique en les débarrassant de ce qu'elles pouvaient présenter d'extraordinaire ; avec lui, la Révolution passe du plan de l'apocalypse à celui de la vie quotidienne. Le porteur de la foudre jacobine, le représentant en mission, devient un administrateur rangé : le préfet. Le juge du tribunal révolutionnaire, un fonctionnaire soumis, qui exécute par souci de carrière les ordres qu'il exécutait par fanatisme. Et la police elle-même, au lieu de faire régner la terreur, n'est plus que le pouvoir tutélaire qui rassure les bons citoyens contre les entreprises des mauvais. Ce qui était exaltation et scandale devient norme. Ainsi la contrainte s'établit dans les mœurs.

C'est par sa volonté d'organiser la direction des esprits que l'État napoléonien marque un progrès décisif dans la voie de l'État totalitaire. Avec lui, le pouvoir dans ce domaine sort de son indifférence et de son empirisme. Vis-à-vis de la presse, l'attitude de Napoléon a été faite d'un mélange de haine et d'attraction, comme s'il avait senti que le pire ennemi de l'État pouvait devenir son plus utile serviteur. Il commença par songer à supprimer les journaux, puis il les contrôla ; et pour finir il devint leur propriétaire. Surtout, dans la mesure où il désespérait d'orienter l'opinion des adultes, il se tourna vers la formation de la jeunesse : il est remarquable que ce ne soit pas le désir de perfectionner l'homme, mais la volonté de puissance qui ait engendré l'organisation de notre enseignement secondaire et supérieur. Le but des lycées, de l'Université impériale, c'est déjà de

Pour Charlie

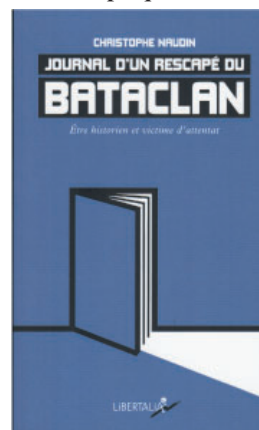
11 janvier 2016

« [...] Je n'ai jamais supporté certaines critiques faites à Charlie. Je ne suis pas pour autant pour l'expression « Je suis Charlie » ; je trouve ça crétin, et pas très « Charlie » cette injonction à l'unanimité. Évidemment, on peut, on doit critiquer Charlie. Mais les accuser de racisme et d'islamophobie... Une partie de la gauche ne conçoit pas qu'on puisse rire d'une religion (même dans sa version intégriste) considérée comme celle des dominés. Bon, après, on retrouve toujours les mêmes dans le concert anti-Charlie, ceux-là qui prétendaient que le journal se faisait de la pub sur le dos des musulmans, avait une « obsession » de l'islam, ce qui est démenti juste en ouvrant le journal, ou même en s'intéressant aux unes depuis 2001. Ils disaient la même chose en 2011, lors de l'incendie, avec parfois une petite teinte de complotisme dans la voix : cet incendie n'était pas juste un coup de pub ? Il n'y avait évidemment pas de vraie menace, hein. Ils ont exigé de pouvoir critiquer Charlie après le massacre du 7 janvier, comme s'il était interdit de les critiquer. Mais les mettre au même niveau que Zemmour et Le Pen, est-ce vraiment une critique, alors qu'ils ont lutté sans répit contre le racisme, quel qu'il soit, et contre la mainmise de la religion sur les consciences ? Le bouquet a été évidemment ce pauvre Todd, mettant dans un même sac de « catholiques zombies », tous les manifestants du 11 janvier.

Curieusement, on n'a pas entendu Todd depuis le 13 novembre. [...]

Les commémorations ont fait ressortir quelques charognards du bois. Ce qui est curieux, c'est qu'ils ont beaucoup essayé d'expliquer les attentats contre Charlie (réponse aux caricatures, à l'insulte islamophobe, etc.), ou le 13 novembre (réponse légitime à l'impérialisme occidental, n'est-ce pas Onfray ?), mais pour le meurtre des Juifs à l'Hyper Cacher, j'ai beaucoup moins entendu parler d'explications. Il faut aussi se souvenir de l'affaire Merah, où le caractère antisémite assez incontestable de l'attentat contre l'école Ozar Hatorah avait bousculé les certitudes de ceux prétendant pouvoir « expliquer » le terrorisme jihadiste. Un temps en tout cas. Quand on se retrouve dans des manifestations avec tout près des drapeaux du Hamas, du Hezbollah, voire aux côtés des sbires de Dieudonné et de Soral, je comprends que ce soit inconfortable, même si la cause de départ est juste. Je le sais, ça m'est arrivé... »

Christophe Naudin, *Journal d'un rescapé du Bataclan*, Libertalia 2020.



former dans la jeunesse une caste dévouée au régime. Ainsi, tandis qu'à l'extérieur le conquérant cherche à maîtriser l'espace, à l'intérieur il tente de s'assurer la durée.

Le régime napoléonien possédait, semble-t-il, tout ce qu'il faut pour être fort. À l'intérieur une administration remarquable, une police politique, une presse et un enseignement d'État ; pour l'extérieur la meilleure armée du monde. À son tour pourtant il s'écroula après quelques ans de règne. Parce que la fatalité de la volonté de puissance, tant qu'elle s'incarne dans un homme, c'est de dépasser la mesure. L'empire universel était prématuré, et aussi le régime totalitaire. Napoléon succomba sous la coalition des rois, des peuples et des Églises ; de tout ce qui souhaitait exister autrement que par lui. Il eut tort de mépriser l'homme, de trop compter sur la perfection de l'appareil militaire et administratif. Il voulut des sujets, il n'eut pas de fidèles ; sauf parmi les soldats de l'armée. Malgré le Concordat, l'Empire a manqué d'une base sociale, et malgré l'Université, il ne disposait pas encore des moyens de la fabriquer. La véritable autorité échappait à son chef, elle était dans l'Église, ou dans l'écrit. Le régime n'avait pas osé nier publiquement la tradition humaniste et chrétienne qui subsistait jusque dans l'Université elle-même ; et cette tradition n'avait rien à voir avec le culte de l'État. Le tambour pouvait retentir dans la cour des lycées, la Bible et les classiques demeuraient autant de livres subversifs en puissance : il manquait à l'enseignement d'État une vérité politique. L'Université n'est jamais devenue l'instrument rêvé par Napoléon ; institution officielle, mais de traditions libérales, elle est restée assez indépendante pour se sentir distincte du pouvoir tout en demeurant trop dépendante de lui pour s'engager sur une voie vraiment libre : situation caractéristique d'un pays où un réel esprit de liberté n'arrive pas à se penser en dehors de l'État.

Napoléon n'est plus. Mais ses juges et ses préfets sont restés pour servir deux monarchies, un empire, et trois républiques. Comme s'ils poursuivaient tous la même fin, tous les régimes ont gardé un appareil administratif dont la raison d'être était de servir la volonté de puissance du dictateur (cf. Tocqueville : « *Le dominateur tomba, mais ce qu'il y avait de plus substantiel dans son œuvre resta debout, son gouvernement mort son administration continua de vivre ; et toutes les fois qu'on a voulu depuis abattre le pouvoir absolu on s'est borné à placer la tête de la liberté sur un corps servile*¹. »). Et si l'Empire européen s'est écroulé, partout l'État-nation a subsisté. Car tout en proclamant leur intention de rétablir l'Ancien Régime, les monarques vainqueurs se sont gardés de détruire une centralisation qui servait si bien l'absolutisme.

Les soldats français sont partis ; mais le Code et la conscription, la préfecture et le gendarme – l'égalité devant la loi d'État –, demeurent. Il n'y avait plus d'Ancien Régime et la Révolution était vaincue ; ce qui survivait en Europe ne tenait ni à l'un ni de l'autre mais des deux à la fois.

Presque partout l'idée de liberté se surajoutait, de façon encore plus artificielle qu'en France, à un système politique autoritaire où l'absolutisme monarchique s'appuyait désormais sur la centralisation jacobine. Au-dessus des peuples et des doctrines, seul vainqueur, le Prince triomphait. Le résultat final des révolutions modernes ? Remplacer un État faible par un État fort.

Bernard CHARBONNEAU

¹ *L'Ancien Régime et la Révolution* (édition de 1866, p. 309).

20 ans après le « Printemps noir » en Kabylie

Une dépêche de l'AFP, datée du 28 avril 2021, était consacrée au vingtième anniversaire du « Printemps noir » en Kabylie, présenté comme « *des émeutes nées de la mort d'un lycéen dans une gendarmerie, réprimées dans le sang par le régime. Une révolte au nom de l'identité berbère, pionnière de la contestation dans la rue*¹. »

L'ancien président du Rassemblement pour la culture et la démocratie (RCD), Saïd Sadi, décrit comme « *une des figures emblématiques du mouvement identitaire et culturel berbère* », est la seule personnalité politique à être citée dans cet article qui met en valeur le caractère culturel de la révolte de 2001 au détriment de son contenu social.

Une brochure intitulée *Plutôt rompre que plier*, publiée en avril 2021 par le Groupe Révolutionnaire Charlatan, appelait de son côté à commémorer « *les vingt ans du déclenchement du mouvement citoyen des âarch*². *Les coordinations régionales, organisées en assemblées populaires, avaient alors mis à mal le pouvoir de l'État sur son propre territoire en lui suppléant des formes d'autogouvernement populaire fondées sur la démocratie directe.* »³

Le texte, qui met en exergue la plaquette de Jaime Semprun, *Apologie pour l'insurrection algérienne*, estime urgent d'interpréter le Printemps noir « *comme une offensive contre l'État sous toutes ses formes sociales et comme une victoire populaire sur la hogra*⁴ ».

Il serait tentant de relire cet événement à l'aune des Printemps arabes, qui ont transformé la région depuis 2011, ou du *hirak*, qui a secoué la société algérienne depuis 2019. Cependant, je vais plus modestement m'attacher à revenir sur ce qui s'est passé en 2001, afin d'essayer de comprendre ce qui avait suscité l'intérêt des révolutionnaires de cette époque et savoir ce que nous pouvons en retenir pour les luttes présentes ou futures.

Sur quels textes peut-on s'appuyer pour saisir

1 AFP, « Printemps noir : il y a 20 ans, la Kabylie défait le pouvoir dans la rue », lepoint.fr, 18 avril 2021.

2 Ce mouvement « *s'insère dans l'opposition berbériste, qui naît et s'organise en avril 1980 sur les bases d'une contestation identitaire qui attaque les fondements de la nation algérienne, constituée autour de l'arabe et de l'Islam. Les âarch s'organisent autour d'une revivification des organisations tribales villageoises, et de leurs comités de gestion locaux afin de transformer les violences qui font suite aux nombreuses manifestations en revendication politique.* » Voir N. Amrouche, *Les Âarch en Kabylie*, thèse de doctorat en anthropologie, Aix-Marseille, 2013. NDLR.

3 Groupe Révolutionnaire Charlatan, *Plutôt rompre que plier. 2001 en Kabylie : les assemblées villageoises contre l'État*, paris-luttes.info, 2 mai 2021, p. 5

4 « C'est l'humiliation assortie d'un abus de pouvoir », selon le linguiste D. Caubet, signalant que ce terme dialectal maghrébin apparaît en Algérie en octobre 1988. Voir J. Crétois, « Qu'est-ce que la hogra ? », *Jeune Afrique*, 8 juin 2017. NDLR

l'événement ?

Dans le champ universitaire, on peut mentionner plusieurs articles : Camille Lacoste-Dujardin, « Géographie culturelle et géopolitique en Kabylie. La révolte de la jeunesse kabyle pour une Algérie démocratique », *Hérodote*, n° 103, 2001 ; Emma Tilleli, « Le Mouvement citoyen de Kabylie », *Pouvoir*, n° 106, 2003 ; Karima Direche-Slimani, « Le mouvement des âarch en Algérie : pour une alternative démocratique autonome ? », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, n° 111-112, mars 2006.

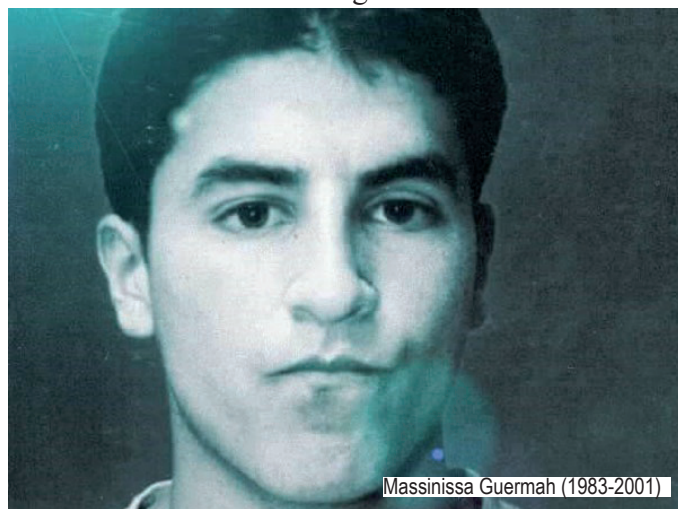
Dans le champ militant, on peut se référer aux textes suivants : Chawki Salhi, « L'insurrection sans armes de la Kabylie », *Inprecor*, n° 459-460, juin-juillet 2001 ; l'« entretien avec Nadir », *Oiseau-Tempête*, n° 9, été 2002 ; Yassin Temlali, « La révolte de Kabylie ou l'histoire d'un gâchis », *Confluences Méditerranée*, n° 45, 2003.

Quelles sont les causes de la révolte ?

Le 18 avril 2001, Mohamed dit Massinissa Guermah est grièvement blessé par un tir de kalachnikov dans la gendarmerie de Beni Douala, à 15 km de Tizi-Ouzou. Le lycéen décède le 20 avril à l'hôpital Mustapha Bacha d'Alger⁵.

Le 22 avril 2001, trois collégiens sont interpellés puis giflés par les gendarmes sur le chemin les menant au stade communal d'Amizour, située à une vingtaine de kilomètres de Bejaïa, et cela, malgré la résistance de leur professeur d'éducation physique⁶.

Telles sont les causes retenues pour expliquer le déclenchement du Printemps noir, coïncidant avec la commémoration du vingt-et-unième anniversaire



Massinissa Guermah (1983-2001)

5 Farid Alilat, « Massinissa Guermah : Mardi 18 avril 2001, une rafale dans la brigade de gendarmerie... », *Dernières nouvelles d'Algérie*, 18 avril 2011.

6 Rachid Hamdan, « Témoignages autour des événements de Kabylie », *El Watan*, 11 juin 2001.

du Printemps berbère, dont la grève générale du 20 avril 1980 avait permis l'articulation des questions sociale, démocratique et culturelle.

Quelles sont les formes du soulèvement ?

La colère de la jeunesse kabyle, attisée par les déclarations du ministre de l'Intérieur Yazid Zerhouni – selon lequel le jeune Guermah était « un voyou de 26 ans » – et le silence du président Abdelaziz Bouteflika, prend spontanément une forme émeutière.

Des biens de l'État algérien, comme des bâtiments administratifs, sont pris pour cible par les émeutiers qui s'attaquent également aux gendarmes, perçus comme des symboles de la répression mais aussi comme une force étrangère à la région en raison de son recrutement.

Les émeutes se poursuivent fin avril et font des dizaines de morts⁷, malgré la suspension des responsables de la police et de la gendarmerie de Beni Douala, en dépit des appels au calme des imams, des responsables associatifs, des parents d'élèves ou des anciens combattants.

Le 28 avril, à Amizour, le Syndicat des travailleurs de l'éducation appelle à une manifestation immédiatement réprimée et qui tourne à l'affrontement. À Bejaïa, le Front des forces socialistes (FFS) organise un meeting mais ses orateurs sont pris à partie par des jeunes.

À la même période, une marche est lancée à Beni Douala par la famille Guermah en collaboration avec la *tajmaât*, c'est-à-dire l'assemblée villageoise réservée aux hommes, préfigurant la voie privilégiée de la structuration du mouvement populaire.

Le 30 avril, le président Bouteflika, annonce la formation d'une commission d'enquête et la reconnaissance de la « *dimension constitutionnelle* » de la culture berbère. Le lendemain, le RCD quitte le gouvernement et cherche à se refaire une virginité contestataire.

Comment se structure le mouvement ?

Parallèlement aux manifestations qui rassemblent plusieurs dizaines de milliers de personnes au cours du mois de mai à Alger, Tizi-Ouzou et Bejaïa – cette dernière est paralysée le 19 mai par une grève générale –, une Coordination des âarchs (tribus), daïras (préfectures) et communes (CADC) est mise en place le 17 mai à Illoula-Oumalou, pour la wilaya de Tizi-Ouzou.

Dans le même temps, un comité provisoire de la wilaya de Bejaïa est impulsé par des militants du Parti socialiste des travailleurs (PST), autour de syndicalistes, de comités de villages et d'un collectif universitaire, agrégeant de jeunes révoltés.

⁷ « Chronologie des événements », *Le Monde*, 14 juin 2001.

Le 7 juin, à l'occasion de la première rencontre inter-wilayas, une plate-forme est adoptée à Bejaïa par l'assemblée générale des comités populaires qui se prononcent, notamment « *pour la prise en charge urgente par l'État de toutes les victimes, blessés et familles des martyrs de la répression durant ces événements* » ; pour la « *satisfaction de la revendication amazighe [berbère] dans toutes ses dimensions (identitaire, civilisationnelle, culturelle et linguistique) sans référendum et sans conditions* » ; « *contre les politiques de sous-développement, de paupérisation et de clochardisation du Peuple Algérien* ».

Le 11 juin, une nouvelle plateforme est élaborée à El-Kseur, modifiant la précédente, à la demande de comités plus conservateurs de la région de Tizi-Ouzou, et entraînant notamment la suppression de la revendication de l'« *abrogation du Code de la famille et la consécration de l'égalité entre les hommes et les femmes* ». Les deux textes se rejoignent néanmoins pour réclamer le « *départ immédiat des brigades de gendarmerie* » et « *l'institution d'une allocation de chômage* ».

La plateforme d'El-Kseur doit être adressée aux autorités algériennes lors de la marche sur la capitale du 14 juin qui rassemble entre 1 et 2 millions de manifestants. Malgré son reflux, le mouvement populaire se maintient, notamment à travers le boycott, en Kabylie, des élections législatives de mai 2002 et une abstention record à l'échelle du pays.

Pourtant, en mai 2003 la nomination en tant chef de gouvernement d'Ahmed Ouyahia, natif de la région, contribue à changer la donne. Il fait libérer tous les détenus du mouvement et invite au dialogue « *autour de la plate-forme d'El Kseur* ». Cette main tendue du régime est saisie en janvier 2004, dans un contexte de division du mouvement, qui déplore 123 morts et des milliers de blessés : 11 délégués rencontrent Ouyahia pour signer un protocole d'accord portant sur la seule Kabylie, évacuant les revendications de portée nationale, et fracturant davantage le mouvement partagé entre « *dialoguistes* » et « *anti-dialoguistes* ».

Un mouvement régional ou régionaliste ?

Malgré la volonté de ses animateurs, le mouvement ne n'est pas étendu aux autres régions parce que la Kabylie n'a pas été touchée de la même façon par la guerre civile qui a déchiré le pays durant les années 1990 – dans les régions arabophones, l'islamisme a détourné la colère populaire pour la mener dans une impasse – mais aussi parce qu'il existe des traditions de lutte et d'organisation.

Cette spécificité a donné lieu à des malentendus, parfois alimentés par un essentialisme douteux, empruntant au mythe du « bon » Berbère opposé au « mauvais » Arabe. D'ailleurs, c'est durant le Printemps noir, en juin 2001, qu'est né le Mouvement pour

l'autonomie de la Kabylie (MAK), créé par le chanteur Ferhat Mehenni, ancien cadre du RCD, symbole d'une dérive droitière et isolationniste du Mouvement culturel berbère.

Un mouvement contre l'État ?

Deux autres aspects ont pu également nourrir des illusions sur la nature de ce mouvement.

Il s'agit tout d'abord de la revendication du « *départ immédiat* » des gendarmes, interprété par certains révolutionnaires français comme le prélude à l'abolition de l'État algérien.

Or, si les gendarmes ont été particulièrement ciblés par les émeutiers, c'est d'abord parce qu'ils étaient accusés d'« *abus de pouvoir* », mais aussi d'être impliqués dans le trafic de drogue et de porter atteinte à l'« *honneur des villageois* » comme le souligne Yassin Temlali. La gendarmerie algérienne est donc perçue comme « *une intrusion injustifiée dans l'intimité communautaire* » kabyle. Précisons encore que depuis l'indépendance, la gendarmerie était particulièrement chargée de la répression des mouvements sociaux.

Les gendarmes – accusés par des commerçants d'attirer les émeutiers⁸ – se sont retirés de localités kabyles à partir de mars 2002 afin d'apaiser les tensions pour les législatives. Leur retour progressif a été vécu comme une provocation par des parents de victimes du Printemps noir qui, lors d'une réunion tenue en décembre 2006, réclamaient la condamnation des « *gendarmes assassins* » et demandaient d'accroître « *les effectifs de la police par un recrutement au sein des universitaires* »⁹.

Le deuxième aspect renvoie à la forme du mouvement populaire et à sa dénomination. L'historienne Karima Dirèche rappelle la pluralité des appellations au cours du Printemps noir. En effet, on a parlé de comités de village, comités de tribu, *tajma'at*¹⁰, *âarch*, etc., qui renvoient à des structures d'organisation anciennes faisant fonctionner la solidarité à l'échelle locale mais qui, dans le cadre du Printemps noir, ont cherché à se démarquer des interprétations tribales ou régionalistes en se présentant comme un Mouvement citoyen.

Cette structuration à la base, signe de la défiance à l'égard des partis politiques d'opposition implantés en Kabylie, a souvent été interprétée comme un modèle de démocratie directe. Si la révocabilité des délégués,

8 « Algérie – la police occupe le siège des âarchs à Tizi Ouzou. Les émeutes reprennent en Kabylie, les arrestations aussi », *lorientlejour.com*, 27 mars 2002.
9 S.G., « Retour des gendarmes en Kabylie », *El Watan*, 5 décembre 2006.
10 Lieu au centre du village où se réunissent les membres de l'assemblée populaire locale. NDLR.

la liberté des débats et la structuration horizontale en sont des indices indéniables, il faut rappeler que les assemblées villageoises n'en demeurent pas moins réservées aux hommes et qu'elles masquent, sous leurs traits égalitaires, l'asymétrie des rapports de pou-

voir et la hiérarchie au village (entre jeunes et vieux, pauvres et riches, petites ou grandes familles, etc.).

La dimension locale et communautaire du Printemps noir a été à la fois sa force et sa faiblesse car on ne peut guère imaginer une révolution sociale en Algérie – ou ailleurs dans le monde – sans des formes d'auto-organisation partant des lieux de vie, d'exploitation ou de formation. C'est précisément ce qui a manqué au *hirak*. Mais on ne peut pas imaginer de transformation radicale de la société en s'appuyant uniquement sur le désespoir de la jeunesse désœuvrée, dont le slogan « *vous ne pouvez pas nous tuer, nous sommes déjà morts* », signifiait aussi l'absence d'alternative saisissable ou positive au capitalisme et à l'État.

C'est ce à quoi, me semble-t-il, nous devons œuvrer, en tissant des liens aux échelles locale, nationale et internationale, en partant des acquis des luttes passées mais sans en perpétuer les illusions.

Nedjib SIDI MOUSSA

Aidons la Coop des masques

La coop des masques, créée en 2020 dans les Côtes d'Armor à l'initiative d'un ensemble de forces syndicales et associatives membres du collectif *Plus Jamais Ça*, a commencé à fonctionner. Son existence et son fonctionnement en coopérative prouve qu'il y existe des alternatives sociales et écologiques à la construction d'entreprises capitalistes et prédatrices.

Pour assurer son existence et son développement, la coopérative a besoin d'aide.

Il y a deux choses que nous pouvons faire :

- Acheter / faire acheter des masques.
Pour des questions de coût de livraison et de gestion logistique, la coopérative vend des lots à partir de 2000 masques chirurgicaux et 600 masques FFP2. Nous pouvons faire en sorte que nombre de syndicats, associations, voire entreprises ou administrations, si nous en avons la possibilité, se fournissent à la coopérative.

- Assurer son autonomie en renforçant son capital par la multiplication du nombre de sociétaires.

<https://www.lacoopdesmasques.com/>

Montée au Mur des Fédérés

Samedi 29 mai 2021, 15 000 personnes ont manifesté à Paris pour célébrer les 150 ans de la Commune de Paris.



Gaïa* contre le nihilisme dominant et le capitalisme exterminateur

* Ce qu'on appelle « l'hypothèse Gaïa » propose un nouveau paradigme scientifique qui situe l'être humain à côté, et pas *au-dessus*, des autres organismes vivants.

I

Si tant est qu'il reste autre chose que des déchets et des détritius. Voici ce que notait José Jiménez Lozano¹, il y a quelques années déjà, à propos de la culture européenne, dans ses *Cuadernos de letra pequeña* [Cahiers écrits en minuscule] : « Parlons d'abord, très sérieusement et sans précipitation, d'Auschwitz et du Goulag et de leurs environnements culturels. Ensuite nous parlerons de la culture, si tant est qu'après tout cela, il reste autre chose que des déchets et des détritius. » Il s'agit là d'un bon critère, que nous devrions actualiser, dans une situation historique que est devenue encore bien plus sombre : parlons très sérieusement et sans précipitation du chaos climatique, de la Sixième Grande Extinction, de la Méditerranée devenue un cimetière marin, de l'écocide et du génocide que nous sommes en train d'organiser, du caractère exterminateur du capitalisme, et ensuite nous parlerons de la culture européenne « si tant est qu'il en reste quelque chose de plus que des déchets et des détritius ».

II

Nihilisme insondable. L'écrivain allemand Reinhard Mohr² souligne que tous les efforts faits pour atteindre les objectifs de protection du climat (des efforts bien plus sérieux et persistants en Allemagne que dans d'autres pays³, aussi insuffisants qu'ils soient) « se heurtent constamment à la réalité d'une société industrielle, de services et de consommation hautement complexe », où on ne peut pas harmoniser les intérêts du jour au lendemain. Et de conclure : « Aussi cynique que cela paraisse, on ne saura pas avant quelques décennies si on peut en faire assez afin d'éviter que le climat évolue vers une catastrophe ». En réalité, l'adjectif adéquat n'est pas cynique, mais nihiliste. Nous ne parvenons pas à mesurer la profondeur du nihilisme de la culture dominante, qui est bien plus disposée à accepter l'inhabitabilité de la Terre et l'extinction de l'espèce humaine qu'à remettre le capitalisme en question.

III

Il serait triste que nous disparaissions comme espèce. On a demandé à l'astronome Priyamvada Natarajan de quoi a peur la cosmologue qu'elle est, ce à quoi cette scientifique d'origine indienne a répondu : « Je n'ai peur d'aucun phénomène cosmique. J'ai peur du changement climatique et du fait que, bien que nous comprenions peu à peu ce que nous faisons

1 José Jiménez Lozano (1930-2020), journaliste de son métier, fut aussi l'auteur d'une œuvre immense (une vingtaine d'essais, une trentaine de romans et quelques recueils de poésies) qui lui valut le Prix national des Lettres espagnoles en 1992 et le Prix Miguel de Cervantes en 2002.

2 Journaliste et essayiste, R. Mohr est l'auteur de nombreux livres, dont *Bin ich jetzt reaktionär? Bekenntnisse eines Allinken* [Suis-je devenu un réactionnaire ? Confessions d'une vieille gauche] (2013), et 1968. *Die letzte Revolution, die noch nichts vom Ozonloch wusste* [1968. La dernière révolution qui ne connaissait pas encore le trou d'ozone] (1988), signé avec Daniel Cohn-Bendit.

3 Nous avons légèrement changé la phrase originelle, qui ne se référait qu'à l'Espagne.

subir à notre planète, nous ne remuons pas le petit doigt pour y remédier. Nous sommes paralysés. Je suis très déçue par les États-Unis. J'ignore combien de catastrophes il faudra pour que nous agissions. Je n'aimerais pas que nous disparaissions comme espèce... » Bien entendu, chère amie, mais qui pourrait aimer cela ? Cependant, nous y allons tout droit (3, 4, 5 °C au-dessus des températures préindustrielles ?). Nous ne devrions craindre personne d'autre que nous-mêmes, mais nous n'osons même pas nous regarder dans un miroir... Qu'importe que nous soyons des *Homo sapiens* dotés d'une capacité de raisonnement. S'agissant des effets systémiques de nos actions, nous nous comportons avec l'intelligence d'une amibe (la Grande Amibe de Nate Hagens⁴). Voilà ce que le capitalisme a fait de nous.

IV

Croire plutôt que juger. « Il n'est pas encore trop tard » : est-ce que cela répond à l'analyse de la réalité ou est-ce qu'il ne s'agit que d'une simple phrase d'encouragement à l'action ? Dans son article « Beyond Global Warming: Ecology and Global Change » [Au-delà du réchauffement mondial : écologie et changement mondial], l'écologiste Vitousek⁵ faisait remarquer que nous sommes la première génération qui, de façon consciente, subit les conséquences du « changement mondial » (euphémisme pour la crise écologique-sociale), mais nous sommes aussi la dernière génération encore en possession d'outils permettant de changer de façon significative une bonne partie du processus de dégradation, si nous passons à l'action. Il a écrit cela en 1994... il y a une génération (ou plus, selon la façon dont on compte).

Bernard Charbonneau⁶ écrit ce qui suit dans *Le Jardin de Babylone* (1969)⁷ : « La seule chance qu'à l'esprit humain est de regarder le soleil directement et d'opter, si besoin est, pour une vérité apparemment mortelle plutôt que pour un mensonge sauveur⁸. »

Vaclav Smil⁹, le célèbre chercheur tchéco-canadien qui s'occupe des relations entre l'énergie et la société, déclara dans un entretien accordé à *Science* en 2018¹⁰ que lui ne s'était jamais

4 Nate Hagens est un chercheur américain, cofondateur de l'ISEOF (en français, Institut pour l'étude de l'énergie et de notre futur). Ce qu'il nomme l'Amoeba (la Grande Amibe) est ce « super-organisme irréflecti, stupide et avide d'énergie » – autrement dit les sociétés humaines d'aujourd'hui – qu'il considère comme le premier ennemi de la Terre.

5 Peter M. Vitousek (1949) est un écologiste nord-américain, connu surtout par ses travaux sur le cycle de l'azote, fortement perturbé par les activités humaines depuis plus d'un siècle. (Voir la longue note Wikipédia sur « le cycle de l'azote ».)

6 Bernard Charbonneau (1910-1996) fut, dès les années 1930, un des grands précurseurs de l'écologie politique, en mettant en évidence, avec son ami Jacques Ellul, les risques inhérents au « progrès technique ». Le site lagrandemue.wordpress.com propose un grand nombre de ses écrits.

7 Ce livre a été réédité en 2002 par les Éditions de l'Encyclopédie des Nuisances.

8 Faute de pouvoir accéder à l'original, nous avons procédé à une traduction de traduction.

9 Vaclav Smil (1943) a écrit de très nombreux et importants ouvrages au sujet de l'énergie et de l'environnement. On nous permettra de signaler que son article tout récent sur le rôle supposé des immigrés dans la diffusion de l'épidémie de Covid-19 en Suède lui a valu une dure critique du professeur Afzal S. Siddiqui.

10 Paul Voosen, « Meet Vaclav Smil, the Man who has quietly shaped how the world thinks about energy » [À la rencontre de Vaclav Smil, l'homme qui a tranquillement façonné la manière dont nous pensons l'énergie], *Science*, 2018. L'entretien est librement accessible sur internet.

trompé sur les questions d'énergie et d'environnement parce qu'il n'avait rien à vendre. Voilà une leçon que nous devrions être capables d'assimiler : ne pas mélanger l'analyse avec les goûts et les préférences, dans la mesure du possible.

« Chacun aime mieux croire que juger¹¹ », disait déjà Sénèque, bien avant les Lumières du XVIII^e siècle. Cependant, dans l'effort de dépasser notre paresse cognitive, ce qui est en jeu est ce que signifie pour nous le fait d'être humains.

V

Histoire de nos gauches des deux derniers siècles.

Absorbés par les débats importants autour de la socialisation – ou pas – des principaux moyens de production, nous avons oublié la question essentielle : comment habiter la Terre.

VI

Fracture métabolique et dépassement¹². Avec la Révolution industrielle capitaliste, nous avons assisté à une *rupture métabolique* (dans les échanges de ces sociétés avec la nature) et à la mise en marche d'un *dispositif de croissance fondé sur les énergies fossiles¹³* qui conduit inexorablement à l'*overshoot* [dépassement]. Telles sont les deux questions-clés pour notre « piège du progrès » (Ronald Wright¹⁴), les deux notions de base pour expliquer l'écocide sur le plan matériel (sans entrer dans la question complexe des valeurs et des cosmovisions).

VII

Quatre ans. Supposons que, disposés à « aligner les kilomètres » – comme tant de gens le font pour vaincre leur ennui –, nous remplissons le réservoir d'une voiture avec quarante litres d'essence (soit environ quarante litres de pétrole). Eh bien, l'énergie que contient ce précieux liquide *équivalait à presque quatre ans de travail physique humain*, pour des semaines de cinq jours ouvrés. (Un baril de pétrole, soit 159 litres, équivalait à 1 700 kWh, et une journée de travail met en jeu 0,6 kWh d'énergie métabolique.) L'essayiste Nate Hagens attire souvent l'attention, et à juste titre, sur l'abondance énergétique presque inimaginable (et non renouvelable) sur laquelle nous avons construit nos très fragiles sociétés.

On pourrait dire aussi les choses de la manière suivante : la grande majorité des ressources sur lesquelles nous avons construit notre Progrès n'ont rien à voir avec l'intelligence, mais tout avec la force brute (énergétique). Et l'intelligence ne nous permet même pas de nous en rendre compte et d'assumer les (dures) conséquences de ce Piège du Progrès. Antonio Turiel nous dit tout là-dessus dans son *Petrocalipsis¹⁵* (2020).

VIII

Écoféminisme de subsistance. « Nombreux sont les pro-

11 *De Vita Beata* [De la vie heureuse].

12 La notion de dépassement (*overshoot* en anglais) a été popularisée ces dernières années avec la mise en avant par l'ONG Global Footprint Network de l'« Earth Overshoot Day » [Jour du dépassement (de la Terre)], qui désigne la date à partir de laquelle l'empreinte écologique dépasse la biocapacité de la planète. Au rythme où nous allons, on a calculé qu'il faudrait 1,6 Terre pour subvenir aux besoins actuels de l'humanité.

13 L'auteur parle de « modelo fosilista » : nous avons évité l'équivalent littéral de cet adjectif en français, qui brille par son absence dans la littérature écologiste de notre pays.

14 Historien et écrivain canadien, auteur en 2004 de *A Short History of Progress* (Brève histoire du progrès, 2006).

15 Le titre de ce livre est un « mot-valise », construit avec les vocables « pétrole » et « apocalypse ». Turiel, qui est chercheur au CSIC (l'équivalent espagnol du CNRS), écrit de nombreux articles sur des thèmes scientifiques, principalement sur son blog *The Oil Crash*, où il défend la thèse de la décroissance.



(Photo libre de droits Pxfuel choisie sur le site cbxt.es pour illustrer l'article original).

blèmes, une la solution : l'économie mapuche de subsistance », pour le dire avec un des ARTEFACTOS du poète chilien Nicanor Parra. Mais nous n'avons fait aucun cas des sages qui nous ont signalé les chemins praticables de l'écosophie¹⁶ de la décroissance. Dans leur livre *Ecofeminism¹⁷*, Maria Mies et Vandana Shiva abondent elles aussi dans le même sens : avec des énergies renouvelables et des technologies intermédiaires, nous pourrions stabiliser des économies de subsistance modernisées... mais pas ces économies industrielles hyper-technologiques qui paraissent le seul horizon possible pour la culture dominante.

IX

Personne ne veut entendre parler de paysanisation.

Le sens commun dominant considère comme allant de soi que le travail va devenir une sorte de bien rare, et que le problème sera l'inexistence d'une demande solvable pour consommer ce que produiront les robots. Et pourtant il faudra travailler de plus en plus à mesure que nous avancerons vers la décroissance énergétique (le pic du brut de meilleure qualité a été atteint vers 2005, et nous avons sans doute déjà atteint le pic de tous les types de pétrole et de tous ses succédanés). Bien entendu, éliminer des productions superflues peut aider à rétablir un équilibre et il nous faudra, dans tous les cas, partager l'emploi et redistribuer le temps de travail, de soins, de loisirs, de participation sociopolitique comme projet de société. Mais cela ne change rien au fond du problème... Les sociétés agraires préindustrielles assignaient environ 80 % de leur force de travail à la production d'aliments. Il n'est pas sûr qu'un scénario de décroissance énergétique débouche sur un chiffre très différent. À partir d'une analyse longue et précise de l'expérience cubaine au cours de la « période spéciale » (voir son livre *Opción Cero*), Emilio Santiago Muño¹⁸ estime qu'une société industrielle qui devrait abandonner brusquement l'agriculture industrielle pétro-dépendante et réaliser une transition agro-écologique se passant des combustibles fossiles devrait consacrer 60 % de sa

16 Le terme, créé par le philosophe norvégien Arne Næss, a été mis en circulation et popularisé en France par Félix Guattari, (coauteur – avec Gilles Deleuze – de *L'Anti-Édipe*) dans son livre *Les trois écologies* (Galilée, 1989).

17 *Ecofeminism* est paru en 1993 chez Zed Books. Les éditions L'Harmattan en ont fait paraître une version française en 1999. Jorge Riechmann note que *Ecofeminismo*, la version espagnole du livre, a été rééditée en 2016.

18 Emilio Santiago Muño (1984) est un jeune anthropologue espagnol, auteur d'une thèse sur la transition cubaine après la chute de l'URSS, l'époque qu'on a baptisée du nom de « période spéciale ». Son livre *Opción Cero* (Libros de La Catarata, 2017) est sous-titré *El reverdecimiento forzoso de la Revolución cubana* [Le verdissement forcé de la Révolution cubaine].

population active à la production d'aliments et compter probablement sur de nombreux animaux de travail.

X

Notre égarement. Le concept-clé n'est pas l'« électromobilité », mais moins de mobilité. Ce n'est pas le « tourisme conscient » : c'est moins de tourisme. Ce ne sont pas des « finances solidaires » : c'est exproprier la banque privée. Ce n'est pas une « économie verte » : c'est une contraction économique d'urgence. Ce n'est pas un « développement soutenable » : c'est construire de la résilience face au collapsus éco-social, décroître de façon juste et ordonnée. Notre planète Terre a de quoi faire vivre huit milliards d'*Homo sapiens* vivant dans des conditions matérielles ascétiques. Elle ne permet pas de généraliser les styles de vie de la classe moyenne occidentale que le capitalisme nous pousse à apprécier (et, bien entendu, s'enthousiasmer pour le mode de vie criminel du 1 % d'en haut revient à travailler pour le camp du crime). Est-ce que nous allons changer de système économique et de mode de vie ? Ou est-ce que nous allons nous abandonner à l'écocide et au génocide, à l'inimaginable tragédie ?

XI

Tous dans la Résistance. Mary Beard demande parfois à ses étudiants : « Si vous aviez vécu dans la France occupée par les nazis, qu'auriez-vous fait ? » Ils répondent tous : nous serions entrés dans la Résistance, bien entendu. Mais rien n'est plus faux, comme les statistiques le montrent à l'envi : ils auraient été indifférents ou ils auraient collaboré. « Et vous n'en seriez pas pour autant les pires des être humains », observe cette historienne spécialiste du monde gréco-romain classique. Nous avons besoin de la liberté de ce regard compassionnel et nous avons besoin aussi de ne pas nous tromper nous-mêmes. Ni d'oublier que cette partie vile de notre être – celle-là même qui nous pousse à être de mauvaises personnes parce que nous cédon à la facilité – est bel et bien là, et qu'il faut en faire quelque chose, tant au niveau social – en créant de bonnes institutions – qu'au niveau personnel – en opérant une conversion personnelle. J'ai coutume de réunir ces deux niveaux sous le terme d'*auto-construction*, une tâche humaine à laquelle nous ne pouvons nous soustraire. Et moins que jamais au Siècle de la Grande Épreuve.

XII

De l'importance de l'échec. Les mouvements écologistes ont lutté durant plus d'un demi-siècle afin d'éviter qu'arrive ce qui est en train d'arriver et que nous en venions là où nous en sommes, avec un réchauffement mondial en voie de se transformer en une hécatombe climatique, avec l'épuisement des ressources minérales (à commencer par le pétrole), la destruction massive des écosystèmes, des sols fertiles, des espèces, des populations et des êtres vivants ; avec la dégradation, l'appauvrissement et l'empoisonnement de la biosphère. Ils n'ont pas lutté pour « le salut de la planète » – Gaïa s'en occupe toute seule – mais dans le but de préserver les possibilités d'une vie bonne pour les êtres humains et les autres créatures vivantes ainsi qu'en vue d'éviter l'écocide. Et les mouvements écologistes ont échoué, nous avons échoué dans ce combat. L'écocide – qui va de pair avec le génocide humain – est en train de s'accomplir.

Nous devons partir du constat de cet échec : tout a été fait pour tenter d'éviter ce qui est en train d'arriver et qui était parfaitement prévisible il y a un demi-siècle. Et cet échec a des conséquences catastrophiques, non seulement pour les mouvements écologistes mais aussi pour les êtres humains et pour l'ensemble de la vie sur Terre.

XIII

Anticapitalistes, ça va de soi. L'écologisme (l'écologisme conséquent, pas l'environnementalisme banal) remet en question les pré-supposés de base de la société où nous vivons : l'anthropocentrisme, l'extractivisme, le consumérisme, le productivisme, la mercantilisation galopante, la culture de la compétitivité, la technolâtrie, la spectacularisation, l'*hybris* humaine... Il est le plus contre-culturel des mouvements sociaux réellement existants. C'est pourquoi il est aussi le plus anticapitaliste d'entre tous ces mouvements.

Faire notre salut exigerait que nous cessions de penser en termes de compatibilité avec le capitalisme et que nous le fassions au nom de notre compatibilité avec la biosphère. Nous avons besoin d'une culture gaïenne¹⁹. Quelque chose qui, hélas, semble se situer tout à fait hors de notre horizon.

XIV

Tant l'un que l'autre ont raison. Ce qui est écologiquement et socialement nécessaire est culturellement et politiquement impossible. Scranton²⁰ a raison : nous nous sommes mis nous-mêmes dans un piège dont nous ne pourrions pas sortir. Et Greta Thunberg a raison aussi : il faut lutter jusqu'au bout.

XV

Changer de niveau. Mais il faut rappeler aussitôt les paroles de ce sage que fut Jesús Ibáñez²¹ : « Quand quelque chose est nécessaire et impossible, il faut changer les règles du jeu et inventer de nouvelles dimensions. »

Quelques décennies avant, Simone Weil avait dit quelque chose de très semblable : « Quand quelque chose semble impossible à obtenir, quelque effort que l'on fasse, cela indique une limite infranchissable à ce niveau et la nécessité d'un changement de niveau, d'une rupture de plafond. S'épuiser en efforts à ce niveau dégrade. Il vaut mieux accepter la limite, la contempler et en savourer toute l'amertume²². »

Jorge RIECHMANN²³,
cxtt, 23 novembre 2010.

Traduction (de l'espagnol) et notes de Miguel Chueca.

19 L'auteur renvoyait ici ses lecteurs espagnols au livre *Reencontrando a Gaia* (2019) du physicien Carlos de Castro, où celui-ci tirait les conséquences des études du climatologue James E. Lovelock et de la microbiologiste Lynn Margulis, les deux créateurs de l'hypothèse Gaïa.

20 Après avoir combattu en Iraq, l'Américain Roy Scranton soutint un doctorat à Princeton puis se fit connaître en 2016 avec un livre à succès intitulé *Learning to Die in the Anthropocene*, où il affirmait que le temps d'agir pour la planète était dépassé.

21 Le sociologue Jesús Ibáñez (1928-1992), qualifié parfois d'Edgar Morin espagnol, fut d'abord un opposant radical au franquisme, avant d'adopter une position très critique à l'égard de la Transition, le processus qui, sous la conduite des ex-serviteurs du franquisme, ramena l'Espagne dans le bercail des démocraties libérales européennes. Il n'épargna pas non plus les gouvernements sociaux-démocrates qui prirent le relais à partir de 1982, tout en s'intéressant aux nouveaux mouvements sociaux et en présentant une critique de la société de consommation. Son œuvre théorique est presque inconnue en France.

22 Simone Weil, *La Pesanteur et la Grâce*, Plon, 1947, p. 99.

23 Nous avons déjà présenté l'auteur dans notre introduction à son essai, *Le Labyrinthe de la cybersolitude*, paru dans le n° 812 de *La RP* (mars 2021).

Déni d'Humanité ou Laïcité

à Francine et Jean Moreau

Le présent article s'inscrit dans la continuité de deux numéros « dossiers » de La RP, le n° 811 : « Après l'assassinat de Samuel Paty » et le n° 812 : « 150^e anniversaire de la Commune de Paris ». Avec les précieux prolongements du n° 813. La laïcité y est toujours invoquée. Elle est déjà présente dans les cœurs, les têtes et les écrits législatifs de la Commune. Ceux qui, sans lui être hostiles, la voient comme une simple exception française, doivent être mieux informés. Mais aussi ceux qui font de son expression de 1905 son énoncé complet. La laïcité résultat acquis n'est pas en cause mais elle est un moment dans une histoire de trois millénaires dont nous présentons ici un fil rouge caché. Plus que le lien entre *demos* et démocratie, celui plus décisif entre *laos* et laïcité. La laïcité de 1871-1905 est le précieux fruit juridique d'un processus qui n'est pas « sécularisation » mais « laïcisation », ressource obligée contre le déni d'humanité.

1./ Au cœur d'aujourd'hui, les prémisses grecques de la laïcité

La laïcité peut trouver une pensée non réductrice à partir d'apports nouveaux encore méconnus. Le recours à l'histoire entière avec un départ grec plus connu en Europe (il y en a d'autres tout aussi nécessaires) reste une ressource disponible. Elle part d'Homère et découvre une incroyable odyssee d'actes et de textes, un complexe inimaginable « corps-cœur-pensée » d'humanité, à travers 3 mots d'origine grecque, dont le plus fondateur est oublié...

Les 2 premiers, *ethnos* et *demos*, sont bien connus. « *Ethnos* » recouvre la tribu ethnique due à l'accroissement familial au fil des générations. Au sein des sociétés, on verra se prolonger cette référence familiale ethnique par exemple avec les grandes familles de la noblesse qui se fondent sur leur « sang » noble. Aujourd'hui, nous parlons souvent du communautaire et des communautés. Ce dernier terme s'oppose à celui de société, déjà en 1887, dans *Communauté et société* (2010, 1887) de Tönnies (1855-1936). Le sociologue y présente les deux formes différentes. Il ajoute que si elles se succèdent dans l'histoire, la 2^e advenue, la société, ne périme pas la première. Tout au contraire, l'humanité ne peut qu'être menacée dans son avenir si elle n'est pas en mesure d'associer, d'intégrer ces deux dimensions humaines antagonistes et complémentaires. Aujourd'hui, notre culture souligne le négatif du communautaire et dénonce le communautarisme ! Mais, il y a peu, nous étions membres d'une « Communauté européenne ». Le passage à « l'Union européenne » ne camoufle pas la désunion patente, fruit d'un communautaire dénié au profit d'une concurrence sournoise !

Le deuxième mot grec « *demos* » est tout aussi connu, à l'origine de notre régime politique, la « démocratie », régime de la « puissance du peuple ». Cette analyse lexicale n'est pas de trop pour comprendre le fond des questions brûlantes. Ainsi, dans nombre de manifestations populaires actuelles, on a vu revenir

sur les pancartes l'expression : « Écoutez la colère du peuple. » Chacun comprend que si la colère du peuple n'est pas écoutée, notre régime politique n'est pas celui de la puissance du peuple mais celui de son impuissance poursuivie. Déjà dans la Grèce antique, la démocratie n'arrivait pas à naître, elle était continuellement détournée, tantôt au profit de tyrans, tantôt au profit d'oligarques, ces « quelques-uns » disposant des pouvoirs décisifs.

Avec ces deux mots grecs « *ethnos* » et « *demos* » nous sommes en phase avec les difficultés toujours aujourd'hui rencontrées pour mettre en œuvre une vraie démocratie. *Démocratique* se réfère à *demos*, le dème. Il est la plus petite unité de base territoriale réunissant un ensemble de citoyens appelés à donner leur avis et à participer aux décisions des pouvoirs. L'Attique fut, au moment de Clisthène, divisée en 139 dèmes. Difficile de trouver l'équivalent de cette unité politique antique car elle recouvrait des ensembles humains de taille et d'importance sociale inégales. On peut évoquer notre mot de « commune » qui a l'avantage de réunir lui aussi un sens géographique et politique. À partir d'*ethnos* et de *demos* nous découvrons pourquoi Solon, Clisthène, Périclès ont été qualifiés de sages. Solon obtient le vote d'une loi interdisant au prêteur de se rembourser en vendant comme esclave son débiteur citoyen devenu insolvable. Clisthène, à la place des quatre tribus ethniques et régionales, en grave et permanent conflit, institue dix tribus purement politiques. Comme chacune réunit trois sortes de citoyens : du bord de mer, de l'intérieur du pays et de la cité d'Athènes, ils devront apprendre à gérer leur diversité et leurs différends. Cela en laissant désormais de côté les références identitaires fermées d'ordre familial ou territorial. De telles performances seront accrues par Périclès posant les trois égalités : devant la loi, dans la prise de parole, dans la participation aux décisions avec subvention des citoyens pauvres élus. Si précieux que soient ces acquis, ils ne concernent que les citoyens. À deux siècles de là, Démétrios de Phalère, au pouvoir entre -317 et -307, ordonne un recensement de l'Attique. Les chiffres parlent d'eux-mêmes : 21 000 citoyens ; 10 000 métèques ; 400 000 esclaves. Ceux-ci largement achetés à l'étranger (Vioulac, 2018 : 365).

2./ Laos chez Homère, « le peuple entier » ou « les moins »

Il nous faut maintenant découvrir et privilégier le 3^e mot grec « *laos* ». Sauf que c'est celui que nous avons totalement oublié et dont nous ne voyons même plus la relation avec notre précieux mot de « laïcité ». Celle-ci est en danger, soupçonnée d'être ce qu'elle n'est pas, dévalorisée, incomprise comme l'indispensable recours qu'elle est. Il n'y aura pas d'avenir de l'humanité sans elle. Voyons l'étonnante aventure qui, sur 3 000 ans, relie *laos* et *laïcité* pour le meilleur et pour le pire au gré des événements religieux et politiques mêlés. « *Laos* » semble bien être le 1^{er} terme grec pour *peuple*. Kraemer (1966 : 118, note 1) observe : « Homère parle du roi comme du poimèn *laou*, le berger du peuple. » Dans ce cas seul le roi est à part. Tous les autres constituent le peuple. Cependant, chez Homère déjà,

puis ailleurs ensuite, l'emploi de *laos* se complique. Parfois, *laos* désigne « le peuple en armes, composé des hommes en âge viril ». Cela recouvre une ségrégation valorisant d'un côté plus les hommes que, de l'autre, femmes et enfants. Si l'on regarde maintenant du seul côté des hommes, en ce qui concerne l'appareil militaire global, le mot *laos* continue ses emplois comparatifs. Ainsi – face à la prestigieuse « marine de guerre » – « toute l'armée de terre » est nommée *laos*. Mais, en même temps, à l'intérieur de l'armée de terre, on trouve aussi *laos* appliqué aux fantassins dévalorisés, face aux « chefs chevaliers, meneurs de chars ». À chaque fois, on voit bien qui est plus prestigieux et qui l'est moins ! *Laos* n'a pas un seul sens mais deux et ils sont opposés. Dans un 1^{er} sens, il désigne le peuple entier. Dans un 2^e sens, il distingue des groupes humains mis en valeur et des parties basses dévalorisées. Ce sont alors, elles seules qui sont nommées *laos*.

3./ La Bible en grec des Septante et le peuple de Dieu ?

On est en Égypte, le souverain d'alors est Sôter 1^{er}, dit aussi Ptolémée II de la dynastie lagide. Auprès de lui, se trouve Démétrios de Phalère, élève d'Aristote, et plus tard homme politique. Exilé en Égypte, il est conseiller, apprécié du pouvoir, à l'origine de la construction de la bibliothèque d'Alexandrie. Il va l'être de la traduction grecque de la Bible hébraïque. En effet, de très nombreux Juifs dont les familles sont installées en Égypte se sont hellénisées, perdant ainsi la possibilité de lire la Bible hébraïque. Cette traduction devait avoir lieu sur une large part du 3^e siècle AEC. Les traducteurs, choisis au nombre de six dans chacune des douze tribus, sont 72. D'où le nom de Bible des Septante. Ce sont eux qui font, après vives concertations, le choix de traduire l'expression biblique « *peuple de Dieu* » par le mot grec *laos*. Cela détermine une collusion transculturelle de l'hellénisme et du judaïsme. Elle peut difficilement ne pas faire franchir au mot un seuil de sens supplémentaire des deux côtés. Au cœur de la langue-culture grecque, nous l'avons vu, *laos* va de peuple entier à ses parts défavorisées. Au cœur de la culture judaïque, le « *peuple de Dieu* » de la Bible est certes le peuple du Dieu d'Israël. Mais, celui-ci n'en est pas moins le dieu unique, l'unique Dieu de tous les êtres, le Dieu du peuple entier des humains. Son lien privilégié avec le peuple juif tient à la situation de relatif délaisement où se trouve ce peuple parmi d'autres plus en gloire. Le Dieu unique du peuple entier des humains n'élit ceux-ci qu'à la condition qu'ils ne s'élisent pas eux-mêmes en rejetant les autres. Cela s'applique à l'alliance de Dieu et du peuple de la Bible. Le peuple et les pouvoirs ne doivent pas abandonner une part du peuple. Ils ne doivent pas la délaiser, la rejeter. Cela en interne. En externe, ils doivent aussi considérer que les autres peuples même idolâtres, n'ont pas à être repoussés comme « étrangers condamnés ». Le peuple de la Bible n'est le peuple de Dieu qu'en fonction de sa capacité à répondre aux exigences éthiques requises. Celles-ci comportent le rejet des idolâtries mais tout autant, voire plus, le non rejet d'autres humains. Le manquement à cette mise en œuvre éthique est largement dénoncé par les prophètes. Toute part d'humains délaissés au sein d'un même peuple, comme tout peuple rejeté parmi les autres peuples, empêche la constitution du Peuple de Dieu.

4./ La catholicité romaine au pouvoir : (lais) laïcs et clercs)

La Bible des Septante est ensuite traduite en latin et devient la « vulgate ». Elle est alors diffusée dans l'Empire romain et après la chute de celui-ci, elle le sera dans la catholicité romaine. Le contraste fondateur originel du mot grec antique *laos* est reconduit par l'Église catholique. Sauf que, parvenue au pouvoir suprême grâce à la supériorité posée du spirituel sur le temporel, la catholicité romaine oppose deux parties dans le peuple chrétien. Au sommet, l'élite relève du mot « *clerc* ». À la base, les autres sont les « *laïcs* ». À l'origine, l'expression biblique de « Peuple de Dieu » (Exode 19 : 4-7 et Deutéronome (4,7 : 6-12), est bien traduite en grec, par *laos*. Kraemer (1966 : chap. 2) note que « *la conception de l'Église comme laos a aussi ses racines dans le Nouveau Testament : 139 versets nomment le « peuple de Dieu « laos »* ». Kraemer met en évidence que cette perspective unificatrice est ensuite délaissée : « *Dès qu'existe un clergé organisé et dûment consacré, il se dote d'un statut qui le distingue du laos... Les Pères de l'Église latine disaient aussi « plebs »... Clément de Rome emploie déjà le terme laikos dans sa lettre aux Corinthiens en 95 après J.-C. pour parler des membres ordinaires de l'Église.* ».

Plus tard, Constantin et Théodose officialisent le christianisme comme religion d'État. Par la suite, l'Église romaine, nous l'avons dit, place son pouvoir « spirituel » (religieux !) au-dessus de tout pouvoir « temporel » (politique !). Au 11^e siècle, sœurs « *laies* » et frères « *lais* » apparaissent au service des moines. Ils exécutent des tâches secondes, sinon serviles. Ils sont « *exclus des ordres sacrés* », ne chantent pas dans le chœur, portent des habits différents et sont qualifiés de façon péjorative : « *laici barbati, illiterati, idiotæ.* » L'Église d'Orient et la Réforme ne changent pas cette orientation. Pour Kraemer (1966 : 43 et s.) cette Église, séparée du peuple, est en contradiction avec sa mission originelle. Il souhaite une théologie centrée sur le laïc. Il souligne l'étonnante déclaration de Pie XII : « *Le laïcat est l'Église ; il constitue l'Église.* » Pure déclaration, sans autre effet ! Kraemer conclut : « *Le laïcat fut le troupeau, toujours objet, jamais sujet.* »

5./ 3^e République, Commune de Paris, laïcité d'union de 1905

Comme l'histoire (même déjà médiévale de la Chine), l'histoire moderne européenne connaît une sécularisation croissante. En fin de cette évolution apparaît le compromis français spécifique de la laïcité de 1905, associée cependant à des possibilités de concordat. Un ensemble de dispositifs juridiques garantis par la République doit permettre aux membres d'un même peuple de rester en bonne entente, quelles que soient les religions en cause ou d'autres appartenances identitaires. Au-delà de l'opposition antérieure (sécularisation royale), après la Révolution française de 1789, une ligne politique nouvelle est animée par la volonté de ne plus laisser la religion imposer encore tel ou tel de ses intérêts à la politique nationale. Mais la question reste en suspens. Par contre, la laïcité est quasiment toute énoncée dès la Commune de Paris. Mais la 3^e République naissante veut se faire accepter des élites anciennes et nouvelles. Pour cela, il lui faut à tout prix s'imposer aux classes laborieuses méprisées,

conduites à se révolter. Elle les écrase de façon sanguinaire lors de la résistance de la Commune de Paris. L’Affaire Dreyfus, 34 ans plus tard, montre une France affaiblie par une grave division interne. Or, l’union de ces deux France est indispensable dans un contexte de guerre européenne menaçante. Aujourd’hui, faute de penser inséparablement la laïcité française de 1871-1905, on ne perçoit pas qu’une vérité plurimillénaire s’y trouve. À savoir, qu’en même temps le peuple est en principe souverain alors que dans les faits il est dévalorisé et peut être l’objet des pires violences meurtrières de la part des pouvoirs établis en son nom. Cela seul permet de voir à l’œuvre un processus général qui a pris naissance bien avant et qui peut continuer bien après. Ce processus mérite un nom : celui de laïcisation. Pour que les citoyens d’une nation puissent rester un peuple uni vivant positivement ensemble, toutes leurs religions doivent avoir le droit de s’exercer en paix en se tolérant mutuellement. La République s’instaure en berger du peuple. Aujourd’hui, le sinologue et philosophe F. Jullien (2009 : 194) trouve paradoxal que de l’homme appartenant au « peuple » de Dieu – le « laos » de la Septante – naît peu à peu son contraire, le « laïc » de la laïcité ». Observons que Jullien fait ainsi clairement le rapprochement entre Alexandrie en 270 AEC (le peuple de Dieu, laos) et Paris en 1905 (le peuple de la laïcité).

6./ D’Homère à Agamben : faille du peuple, faille de l’humanité

Sans se référer à Homère, G. Agamben (1995 : 39-46) note d’emblée que « toute interprétation du sens politique du mot « peuple » doit partir du fait singulier que dans les langues européennes modernes, il désigne les pauvres, les déshérités, les exclus ». Or, poursuit-il, « le même mot recouvre aussi le sujet politique constitutif » (de la société ainsi réunie). Le peuple est alors le « tout » qui la fonde. Agamben donne, dans plusieurs langues, maints exemples de cette dichotomie contradictoire. Il note finalement que « ce que nous appelons peuple... est... une oscillation dialectique entre deux pôles opposés : d’une part, l’ensemble « Peuple » comme corps politique intégral ; de l’autre, le sous-ensemble « peuple » comme multiplicité fragmentaire de corps besogneux et exclus ; là une inclusion qui se prétend sans reste, ici une exclusion qui se sait sans espoir ». La contradiction est patente et reste sans explication ! Mais c’est sans doute ce que « le peuple » au sens de laos cherche à maintenir. Et cela contre tous les autres sens de peuple qui ont pour prétention d’arranger les choses mais toujours à l’avantage des uns et au détriment des autres délaissés, voire rejetés. Ainsi, d’un certain point de vue irréductible, « le peuple ne peut appartenir à l’ensemble dans lequel il est par ailleurs en principe inclus depuis toujours ». Agamben conclut : « Seule une politique qui aura su prendre en compte cette scission biopolitique... pourra arrêter cette oscillation et mettre un terme à la guerre civile (stasis) qui divise les peuples et les villes de la terre. »

7./ Laïcisation et humanisation en échec : déni d’humanité

Demos, c’est tel peuple grec qui invente son politique. Il le fait aussi contre les grandes familles abusivement dominantes et toujours en conflit. Après les tragédies du 1^{er} vingtième siècle,

Karl Jaspers ([1931]1951-[1949]1954) retrouve « l’axe axial » de l’humanité, celui des grandes révolutions religieuses et philosophiques s’efforçant de contrôler les politiques meurtrières. Celles-ci se sont alors généralisées passant du temps de guerre au temps de paix. Cela à travers des travaux militairement imposés et à la longue fort meurtrières. L’exploration tentée ici, s’élabore à travers une terminologie pluripolitique entre « *hominisation, laïcisation, humanisation* » en interaction de présence/absence et invention retournée, détournée privativement. À cet égard, les mots-clés cités « *ethnos, demos, laos* » relèvent d’un développement destinal plurimillénaire de l’humanité en crises syncrétiques, synthèses et articulations. Les mots-clés « *ethnos, demos, laos* » se maintiennent dans des antagonismes complémentaires, interlinguistiques, intertemporels, intercontinentaux. Se maintenant dans cette incroyable intimité multiple, ils sont devenus quasi anachroniques, intemporels, utopiques et réels. Ils sont solidaires d’une histoire destinale ensembliste rétrospective et prospective, d’ordres à la fois familial, religieux, politique, économique, technique, scientifique et même écologique sans que cela puisse être autrefois compris. « *La nouvelle alliance* » (Prigogine et Stengers, 1971) se découvre peu à peu depuis le milieu du 19^e siècle sous la forme d’un 3^e régime de science. Celui-ci reste repoussé. Cependant il continue de se profiler unifiant histoire et préhistoire (ainsi Todd, 2017 et Descola, 2005), unifiant encore aussi bien « *anthropologie, biologie et cosmologie* » [Lupasco (1960), Morin (2021), Van Lier (2010), Untila (2019), e. a.].

Le 3^e régime de science articule et réintègre objectivité et subjectivité à travers géométries non euclidiennes, relativité einsteinienne et physique quantique. Il n’élimine aucun réel connu. De même, une part de l’humanité n’a pas à en éliminer une autre. Elle n’a pas non plus à se positionner en supériorité concernant le monde du vivant ou l’univers matériel. Le guide possible de la pensée de chacun ne peut pas être l’adhésion ou le rejet absolu concernant telle ou telle dimension séparée des autres – religion, politique, économie, etc. Si cela se produit c’est que l’une de ces dimensions, séparée, apparaît au regard de candidats à la domination comme l’occasion d’un nouveau moment de puissance à saisir de suite. Toutes les grandes institutions humaines historiques se sont érigées en suprême matrice d’unification. Pour cette qualité, elles ont été détournées, accaparées et jouées les unes contre les autres. Non pour ainsi s’améliorer ensemble, ce qui aurait été « *laïcisation* » en faveur d’un peuple humain s’unifiant dans ses antagonismes complémentaires. Tout au contraire, chacune s’est érigée tour à tour en unification totalitaire détournée par des dominants qui en ont profité. Ils ont au début bénéficié des apports de telle ou telle grande institution (religieuse, politique ou économique, etc.) produisant alors des miracles. Mais ensuite, ses partisans, devenus mégalomaniaques, barrent les exercices féconds des autres matrices d’unification. Cela entraîne une perte d’informations indispensables. D’où, après un temps plus ou moins long de miracles, marasmes et massacres, une définitive incapacité à résoudre les défis de l’humanité en devenir. *Laïcité* désigne un fait acquis situé, daté. Au-delà de ce résultat, il fallait un mot qui dise que l’indispensable action ainsi amorcée doit se

poursuivre. Ce mot n'est pas *sécularisation* car le terme convient bien à la lutte du politique contre des religions devenues surpuissantes. Le politique résiste puis retourne violemment le rapport de force. Le mot manquant nécessaire ne peut qu'être de nouveau issu de *laos*, c'est « *laïcisation* ». Il désigne la possibilité d'arrêter ces tourbillons successifs du religieux, du politique, de l'économique, de l'information elle aussi accaparée. Chaque tourbillon dominant court-circuite la seule chose à faire : une coopération articulée, régulée, adaptée aux domaines et aux situations antagonistes et complémentaires. Elle seule peut poursuivre l'humanisation devenue par l'hominisation le destinal de l'humanité. Nous avons esquissé une longue histoire fondatrice d'une *Laïcité* entière car basée sur le souci du peuple. La *laïcisation* rejette toute absolutisation de telle ou telle des grandes institutions – religion, famille, politique, économie, technique, science, etc – car cette absolutisation ne peut qu'entraîner la domination du peuple. La *laïcisation* a vocation à se généraliser. Elle déjoue et repousse chez chacune des institutions de pouvoir tout déni d'humanité. Elle le peut par un dispositif d'appui laïque, institué, sur tout ou partie des autres institutions. « *Laïcité* » est le talisman incompris qui mène à « *laïcisation* ». Claire condition pour que, sous hominisation advenue et reconnue, une humanisation étendue, profonde, régulière, puisse arrêter cette hydre de Lerne du déni d'humanité et du mépris du peuple. Citons Agamben : « *L'homme est l'animal qui doit se reconnaître humain pour l'être.* » Accompagnons Éluard : « *Laïcité, j'écris ton nom sur mon écran d'écolier.* »

Jacques DEMORGON

Bibliographie

- Agamben G. 1995. *Moyens sans fin*. Payot
 Descola P. 2005. *Par-delà nature et culture*. Gallimard
 Jaspers K. 1951 [1931] *La Situation spirituelle de notre temps*. Desclée de Brouwer
 1954 [1949] *L'origine et le sens de l'histoire*. Plon
 Jullien F. 2009. *Les transformations silencieuses*. Grasset
 Kraemer H. 1966. *Théologie du laïc*. Genève : Labor et Fides
 Prigogine I., Stengers I., 1971, *La nouvelle alliance*, Gallimard
 Todd E. 2017. *Où en sommes-nous ?* Seuil
 Tönnies F. 2010 [1887] *Communauté et Société*. PUF
 Van Lier H. 2010. *Anthropogénie*. Liège : Les Impressions Nouvelles
 Vioulac J. 2018. *Approche de la criticité*. PUF

MORCEAUX CHOISIS

Il nous manque l'idée positive de la liberté

« Pour sortir de la confusion et de l'impuissance présentes, deux choses sont nécessaires : nous entendre sur la cause de la crise, déterminer ce que nous voulons. Comme aucun retour en arrière n'est possible, ce sera quelque chose de nouveau.

Ce sera notamment l'abolition du salariat. Cette abolition est possible parce que les techniques de production permettent désormais de produire en une fraction de temps disponible tout ce dont nous avons besoin pour bien vivre. Son maintien nous contraint à produire au contraire une quantité énorme d'objets inutiles qui ne peuvent être vendus qu'au prix d'une publicité omniprésente, d'une concurrence féroce, d'une destruction de plus en plus rapide des produits et donc d'un gaspillage généralisé. Son maintien contraint en outre chacun à trouver à tout prix un emploi alors que le progrès des techniques réduit continûment leur nombre – ou à subir la disgrâce du chômage.

Tel est le moment présent de l'histoire. Le capitalisme a créé en très peu de temps les conditions de son propre dépassement, mais nous ne franchissons pas le pas parce que nous ne *concevons* pas la liberté dont nous pourrions faire la conquête. L'empêchement est double : nous ne voyons pas que l'abolition du salariat ne serait pas la fin du travail, mais celle du travail contraint, et nous ne voulons pas de cette liberté parce que nous ne savons pas ce que nous en ferions. Est-ce à dire que notre servitude est volontaire ? Non, elle résulte d'une tache aveugle. Il nous manque l'idée positive de la liberté que nous pourrions conquérir si nous le voulions. Nous allons vers l'avenir à reculons, contre notre gré. »

Jean-François Billeter, *Esquisses*, Allia, 2021.



La critique de la religion est la condition première de toute critique

« Pour l'Allemagne, la critique de la religion est finie en substance. Or, la critique de la religion est la condition première de toute critique. [...] »

Cet État, cette société produisent la religion, une conscience erronée du monde, parce qu'ils constituent eux-mêmes un monde faux. La religion est la théorie générale de ce monde, son compendium encyclopédique, sa logique sous une forme populaire, son point d'honneur spirituel, son enthousiasme, sa sanction morale, son compliment solennel, sa raison générale de consolation et de justification. C'est la réalisation fantastique de l'essence humaine parce que l'essence humaine n'a pas de réalité véritable. La lutte contre la religion est donc par ricochet la lutte contre ce monde, dont la religion est l'arôme spirituel. La misère spirituelle est, d'une part, l'expression de la misère réelle, et, d'autre part, la protestation contre la misère réelle. La religion est le soupir de la créature accablée par le malheur, l'âme d'un monde sans cœur, de même qu'elle est l'esprit d'une époque sans esprit. C'est l'opium du peuple.

Le véritable bonheur du peuple exige que la religion soit supprimée en tant que bonheur illusoire du peuple. Exiger qu'il soit renoncé aux illusions concernant notre propre situation, c'est exiger qu'il soit renoncé à une situation qui a besoin d'illusions. La critique de la religion est donc, en germe, la critique de cette vallée de larmes, dont la religion est l'auréole. »

Karl Marx, *Œuvres philosophiques*, tome I (traduction J. Molitor), Alfred Costes, 1952, in **La librairie de Guy Debord**, L'échappée, 2021.



Chris Ealham, *Les anarchistes dans la ville - Révolution et contre-révolution à Barcelone (1898-1937)*, Marseille, Agone, 2021.



Chris Ealham nous décrit une Barcelone du début du XX^e siècle, ville alors la plus peuplée et la plus industrialisée d'Espagne, en croissance rapide, presque chaotique. Il le fait avec un souci d'éclairage particulier via l'urbanisme et la géographie sociale (il nous dit s'inspirer des travaux d'Henri Lefebvre ou David Harvey). À la fin des années 1920, la classe ouvrière barcelonaise, composée en partie de migrants de l'intérieur (notamment du sud de l'Espagne), vivait, parfois à la limite de la survie alimentaire, dans des quartiers insalubres, soit dans une partie du centre (le Raval), soit dans des *barris* périphériques qui avaient poussé comme des champignons. Elle était principalement peu ou pas qualifiée et subissait une répression anti-syndicale très violente. La grève générale de février 1902 fit par exemple 17 morts et 44 blessés. Pour Ealham, le fonctionnement de la CNT, formée à Barcelone en 1910, correspondait bien à la « sociabilité traditionnelle des quartiers ». En 1918-19, les adhésions étaient déjà massives : « rien que dans l'aire urbaine de Barcelone, la CNT regroupait plus de 250 000 personnes, ce qui faisait de la capitale catalane une des villes européennes les plus syndiquées. » Adhérent n'est pas exactement militant. Ceux-ci étaient bien moins nombreux. S'appuyant notamment sur des témoignages, Ealham porte un regard passionnant sur l'enracinement de classe des militants CNT. La plupart d'entre eux étaient une avant-garde naturelle : ils venaient de la classe ouvrière, vivaient et travaillaient indistinctement au sein de cette dernière, mais ils étaient « ceux qui avaient des idées ». On venait même leur demander conseil pour tout autre chose que la lutte syndicale. En revanche, au paroxysme de la répression avant le coup d'État militaire de Primo de Rivera en 1923, dans la période dite du « pistolerisme », des « hommes d'action », payés par la CNT puis autofinancés par les expropriations armées, devinrent une sorte d'élite séparée, avec son esprit de corps et un *modus operandi* qui lui était propre.

Toute la période étudiée est tendue par les con-

ditions, quasiment un mouvement de balancier, entre :

- une CNT enracinée dans les masses (presque de façon « communautaire ») même quand elle fut interdite entre 1924 et 1930, notamment à travers les coopératives et les espaces de sociabilité associative et de vie des quartiers : les *ateneus*, les bars, les groupes d'excursion et de randonnée, les cours du soir, etc.; son syndicalisme d'action directe, authentiquement de classe, vivait dans un environnement difficile et ne parvint pas à faire sensiblement baisser le niveau d'adversité répressive (la loi martiale fut décrétée contre la grève générale de septembre 1931);
- une élite radicale promue par cette adversité mais menaçant à plusieurs reprises cet enracinement par sa pratique violente; elle était formée de jeunes hommes célibataires qui n'étaient certes pas une simple variante de certains bolcheviks sous la Russie tsariste (Staline s'était fait connaître dans son parti comme un bon organisateur d'« expropriations ») : il ne s'agissait pas seulement de remplir les caisses d'un parti mais aussi parfois les ventres vides.

Entre les deux il y avait un système D de survie dans une ville où 70 % des enfants présentaient les symptômes de la tuberculose en 1935. La réquisition de denrées, le vol, le pillage des commerces au nom du « droit à la vie » étaient d'abord une pratique presque de masse, notamment des chômeurs, que les plus radicaux de la CNT défendaient comme ayant « un sens politique : c'était une attaque contre la loi, les valeurs et les relations de propriété de l'ordre social existant, la première lueur de rébellion, un signe de l'esprit d'autodétermination des dépossédés et un prélude à l'action révolutionnaire ». D'ailleurs les anarchistes considéraient que c'étaient les bourgeois (patrons, prêteurs sur gages, propriétaires, commerçants) qui volaient les prolétaires avec leurs loyers criminels, leur triche sur les poids et mesure etc., ces « *mêmes gentlemen qui s'indignent quand un pauvre misérable vole un morceau de pain pour nourrir ses enfants* ».

La relation de la CNT à la politique s'avéra compliquée et ambiguë dès 1931. Sans la soutenir officiellement, elle envoya des signaux en faveur de la Gauche républicaine catalaniste (ERC) qui, une fois au pouvoir municipal, s'avéra nettement anti-ouvrière, ne réformant pas une police violente (un premier cénétiste meurt dans un commissariat 5 mois après la proclamation de la République), se révélant particulièrement hostile aux chômeurs et migrants venus du Sud, ou encore, d'une façon faussement anecdotique, aux vendeurs à la sauvette (haïs des commerçants mais in-

dispensables à l'économie des quartiers pauvres). Les loyers continuèrent d'augmenter sans que les *barris* soient assainis. Parmi les militants de la CNT, seuls les communistes dissidents avaient prophétisé dès 1931 dans *La Batalla* que le nouveau régime républicain ne serait « *jamais du côté des ouvriers* ».

De nouvelles structures se développèrent dans les années 30 : les comités de quartiers, la FAI, les comités de défense. Une commission de défense économique (CDE) chapeauta une grève des loyers démarrée spontanément. La FAI et la CDE furent interdites par les autorités, mais à la faveur de la polarisation conflictuelle, les « radicaux », populaires chez les chômeurs, supplantèrent les « modérés » (trentistes) dans la CNT.

Ealham parle d'un sectarisme des radicaux, leur principal défaut. En 1932, des sections syndicales et fédérations proches du BOC (principale composante du futur POUM) ou « trentistes » (anarcho-syndicalistes proches de Peiró et Pestaña) furent exclues. Les effectifs baissèrent. La « politique du pire » alla très loin. Laissons de côté la violence contre les patrons pour évoquer celle entre ouvriers. En décembre 1933 il y eut des « affrontements armés » entre ouvriers (et on ne parle pas de grévistes contre des « jaunes » mais de groupes tous issus de la CNT). Des bombes furent posées sur des chantiers non grévistes, des ouvriers syndiqués à l'UGT furent même assassinés. S'ils n'étaient jamais dénoncés à la police, les radicaux risquaient avec cette politique de perdre leur lien fort avec la culture des quartiers ouvriers, et se retrouvèrent à lancer des injonctions insurrectionnelles condamnées à l'échec. Les années de « militarisation de l'anarchisme » furent accablantes : « *La CNT en était venue à dépendre d'un petit noyau de militants dont la violence était la forme de politique principale.* » On en revient au balancier des contradictions : était-ce un des aspect d'un « *répertoire tactique éclectique* » qui combine diverses formes de protestations et mobilise divers publics, au-delà du prolétariat d'usine, ou était-ce une fuite en avant mortifère et se coupant des masses ? Le débat existait d'ailleurs au sein et autour de la CNT. Joan Peiró dénonça en 1933 une approche « al caponienne » de la révolution.

Cette dérive stoppée, à peine réunifiée, la CNT barcelonaise fit du 19 juillet 1936 un jour de gloire historique du mouvement ouvrier en faisant échec en quelques heures au soulèvement militaire et en prenant le contrôle de la ville.

C'est une joie de pouvoir lire une étude franche et claire nous faisant revivre le terreau social de la Révolution de 1936.

S. J.



Mohamed Saïl, *L'Étrange étranger, Écrits d'un anarchiste kabyle*, Lux 2020.



Formé à 17 ans dans un cercle anarchiste d'Alger, Mohamed Saïl déboule à Paname en 1911, insoumis et déserteur pendant la Grande Boucherie qui suit. Régulièrement entaillé, il passera 11 ans de sa vie dans des geôles et des camps d'internement.

Il fonde en 34 la section des indigènes algériens de la CGT-SR, s'engage en 36 en Espagne dans la centurie Sébastien-Faure de la Colonne Durruti, proteste contre l'interdiction de l'Étoile nord-africaine de Messali Hadj, tempête contre les staliniens, et surtout contre l'oppression coloniale féroce imposant son « régime de misère, de servitude et de trique ». Et spécialement le code de l'indigénat qui fait des colonisé-es des non citoyen-nes, les prive du droit de vote, de droit du travail, les contraignant juste à l'impôt et à la conscription (deux ans, six mois de plus que les métropolitains). En 1930, Saïl dénonce dans *Le Libertaire* la « mascarade du centenaire » de la conquête de l'Algérie. Le recueil de ses écrits est saisissant quand il cite des galonnés français racontant fièrement leurs campagnes de saccages, de tueries de civils, d'incendies de villages, d'oliveraies, de vergers de figuiers... Petite anthologie de la connerie militariste, volet colonial. Incisifs, entre le pamphlet et le tract, ces textes courts donnent envie d'en savoir plus sur la vie de ce militant qui choisit de s'exiler au sein de la puissance coloniale.

Nico, interco CNT Nantes (repris avec autorisation de *Le Combat syndicaliste* n°463, juin 2021. Nous avons publié un morceau choisi dans *La RP* n°812, p. 31. Quelques textes de et sur Mohamed Saïl sont sur le site de notre camarade Nedjib Sidi Moussa: <https://sinedjib.com>)



A.G. 2021

L'Assemblée générale des Amis de *La RP* devrait être décidée à la rentrée pour fin 2021 ou début 2022 si les conditions sanitaires le permettent en toute sécurité. Si vous souhaitez y participer, faites-le simplement savoir par courrier à la revue ou par mail à :

redactionrp@gmail.com.

Collectif, *Solidarité forever* (sous la dir. de Peter Cole, David Struthers et Jkenyon Zimmer). Hors d'attribution, 2021.



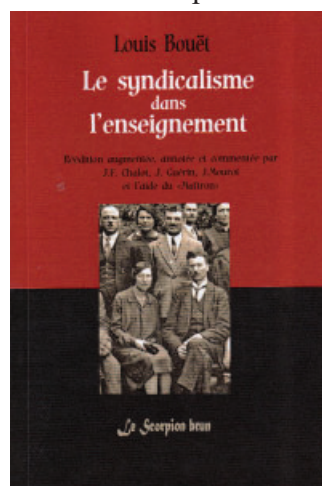
Les I.W.W. (Industrial Workers of the World) furent une des trois principales organisations, on pourrait dire une des trois mamelles, un des trois piliers, du syndicalisme révolutionnaire avec la CGT française d'avant 1914 et la CNT espagnole. On a longtemps eu assez peu de documentation sur eux, surtout en français. Ce livre complète ainsi celui de Larry Portis, paru en 2003¹, la biographie de

Joe Hill par Franklin Rosemont, parue en 2015², et le magnifique *Wobblies* (anthologie de bandes dessinées) paru en 2019³. Dix-neuf contributions réunies ici contribuent à une histoire des I.W.W. qui reste à faire (l'introduction le reconnaît), en s'intéressant plus particulièrement à ses dimensions internationale, multilingue et pluraliste. Il vaut donc probablement connaître un peu les I.W.W. avant d'ouvrir le livre, mais on y retrouvera l'écho du dynamisme et de l'antiracisme d'un syndicalisme d'action directe au cœur du capitalisme américain d'il y a un siècle, avec des extensions principalement dans les pays voisins et/ou anglophones. Les I.W.W. défendaient un syndicalisme d'industrie et non de métier, et reprenaient les principes d'action directe contre ceux de négociation sans rapport de force de l'A.F.L.. On voit par exemple que W. Haywood passe en France en octobre 1910 en pleine grève des chemins de fer, grève qu'il cite en exemple lors de son retour aux États-Unis.

La contribution de Wayne Thorpe est particulièrement intéressante. On y voit que les I.W.W. refusèrent toute subordination politique, le décidèrent tant face à leur camarades socialistes impossibilistes du S.L.P. (qui étaient cofondateurs de l'organisation), qu'avec l'I.S.R. après le rapport de leur délégué à Moscou G. Williams, et qu'avec l'A.I.T. anarcho-syndicaliste de Berlin. Les I.W.W. se définissaient en 1922 comme une organisation « *militant sur le terrain économique, fondant son action sur la théorie selon laquelle c'est par la lutte que les travailleurs apprennent à lutter* ».

Les I.W.W. eurent un irréversible déclin dans les années 1920, entre répression féroce et divisions liées à l'apparition du PC, restant apparemment dynamiques jusque dans les années 30 au moins chez les ouvriers agricoles et les marins et dockers.

Louis Bouët, *Le syndicalisme dans l'enseignement*, Le scorpion brun, 2021. Édition augmentée, annotée et commentée par J.-F. Chalot, J. Guérin, J. Mourot.



Ce titre d'un ouvrage récent, reprend en fait le titre d'une brochure rédigée par l'un des militants les plus marquants du syndicalisme enseignant, de l'entre-deux-guerres, Louis Bouët¹. De fait, il s'agit d'une réédition - la première à ma connaissance - d'une brochure rédigée par ce dernier en 1924 : il sort alors d'un

mandat de secrétaire fédéral du syndicat CGTU de l'enseignement, dont il reste l'une de ses figures majeures.

Aujourd'hui, il est fréquent d'entendre encore parler du syndicalisme enseignant comme d'un syndicalisme bien implanté et capable de fortement mobiliser dans les grèves et manifestations (on a pu parler de « forteresse enseignante »).

La brochure (il s'agit en fait au départ d'une brochure assez épaisse destinée notamment aux jeunes syndiqué.es) raconte l'histoire mouvementée de la fédération de l'enseignement CGTU, héritière du premier syndicalisme enseignant, celui du tout début du XX^e siècle. Elle évoque une époque où le syndicalisme n'est pas une force sociale aux mobilisations parfois ritualisées et considérée comme assez institutionnalisée... mais où il est combattu par l'État et parfois interdit. En ce sens, l'histoire du jeune syndicalisme enseignant (presque complètement un syndicalisme du primaire en fait) se confond avec celle du syndicalisme ouvrier, avec toutefois une particularité : il s'agit d'un syndicalisme de fonctionnaires. En ce début du XX^e siècle, l'État républicain est particulièrement sévère avec le syndicalisme de la Fonction publique. Pour une raison simple : introduire au cœur des institutions la contestation du pouvoir hiérarchique, celui de l'État-patron et de ses représentants, revient en fait à constituer une menace pour le principe hiérarchique de l'État bourgeois lui-même. Ajoutez à cela le fait que les premiers syndicats enseignants décident rapidement de rejoindre la CGT (alors d'orientation syndicaliste révolutionnaire), perçue comme une menace mortelle pour l'ordre social... et vous pourrez comprendre l'acharnement des différents gouvernements, de gauche comme de droite.

Car cette histoire est aussi une histoire de lutte contre la répression, qui constitue le fil rouge de la

S.J.

¹ Des extraits de sa biographie figurant dans le *Maitron* sont reproduits.

brochure de Louis Bouët.

Un autre fil rouge, est celui de la question de l'unité syndicale... ou pas, car l'auteur prend clairement ses distances avec cette notion. C'est que le mouvement syndical enseignant est doublement divisé à l'époque.

Il est divisé depuis la création des premiers syndicats et de la première fédération syndicale, la FNSI² se constituant comme une organisation rassemblant tout au plus quelques milliers d'instituteurs et d'institutrices, en quelque sorte la fraction radicale du milieu enseignant. Elle le fait en s'opposant aux «Amicales» beaucoup plus massives et institutionnelles. Cet antagonisme originel se poursuit après la Première guerre mondiale : les « Amicales » se « syndicalisent » en constituant un puissant syndicat majoritaire, le « Syndicat National » (SN). Alors que la CGT scissionne entre réformistes (en fait anciens partisans de l'Union sacrée) de la CGTU et révolutionnaires (de toutes nuances) de la CGTU... les anciennes « Amicales » se retrouvent tout naturellement dans la CGT, et l'ancienne FNSI dans la CGTU. Les clivages d'après-guerre reproduisent globalement ceux d'avant-guerre dans ce secteur professionnel. Ils perdureront longtemps, dans un cadre cette fois unifié moyennant le droit de tendance : le syndicalisme original constitué par la FEN³, qui éclate dans les années 1990. Une autre histoire du syndicalisme enseignant, marquée par le même éparpillement syndical et ses mêmes conséquences néfastes qu'ailleurs, commence alors.

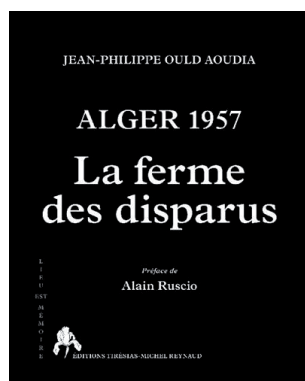
L'ouvrage constitue un document historique mais aussi une analyse (il est agrémenté de plusieurs articles de contextualisation resituant les enjeux, présentant divers protagonistes...) de cette première étape du syndicalisme enseignant.

Quentin DAUPHINÉ

2 Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices publics de France et des colonies.

3 Fédération de l'Éducation Nationale.

Nos amis publient



Notre ami (et abonné) Jean-Philippe Ould Aoudia vient de publier son nouveau livre *Alger 1957. La Ferme des disparus* (format de poche aux éditions Tirésias-Michel Reynaud). Nous avons reproduit son interview dans *El Watan* sur notre blog.

REVUES

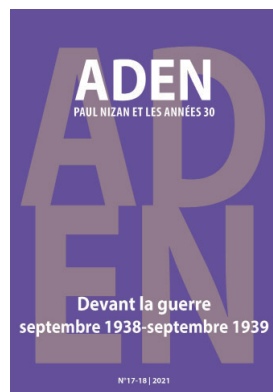
Bulletin du CIRA n°77 (printemps 2021)



Le dernier bulletin du Centre international de recherches sur l'anarchisme à Lausanne est illustré de superbes gravures de Clément Moreau (cf. *La RP* n°811, p. 31) et signale à juste titre à l'occasion du centenaire du soulèvement de Kronstadt le site de documentation revolutions-1917.info.



Aden n°17-18 (2021)



Le dernier numéro de la revue *Aden* propose un dossier sur l'attitude des gauches politique, syndicale et artistique face à la guerre imminente en 1938-39. Parmi les 16 contributions de ce dossier on y trouve notamment un article de Charles Jacquier sur *La Révolution prolétarienne* qui décrit bien la spirale de défaites de l'année 1938 et où l'on constate la prévision dans notre revue d'un possible retournement d'alliance de l'URSS. Nous y avons trouvé l'envie de republier sur notre blog l'article « Quand les grévistes ne dirigent pas leur grève » (1938).

Aden, animée par des chercheurs intéressés par Paul Nizan (Groupe Interdisciplinaire d'Études Nizaniennes), existe depuis 2002.



Les Utopiques n°16 (printemps 2021)



Nous avons donné le sommaire de ce numéro consacré à la Commune de 1871 dans *La RP* n°812 (page 10). C'est un numéro vraiment très riche en contenu, très illustré, exceptionnel, avec un CD en supplément. Un second tirage vient d'être réalisé qui confirme son succès mérité. L'abonnement est de 15€/an pour 3 numéros auprès de l'union syndicale Solidaires.

S.J.

Sans nom et sans limite... : portrait d'éditeur

À côté d'éditeurs indépendants installés et reconnus depuis une dizaine, voire une vingtaine, d'années, comme *Agone*, *L'échappée*, *Libertalia*, etc., de petites maisons voient le jour qui renouvellent le paysage éditorial et élargissent l'horizon et les problématiques d'une contre-culture riche et plurielle. Aujourd'hui, nous donnons la parole aux éditions sans nom¹ qui, depuis Toulouse, veulent y contribuer². [NDLR]

Ces éditions ont trouvé leur absence de nom en 2019, lorsque Talion'h Kaärd, écrivain et photographe, en décide ainsi. D'emblée, par cette absence, le ton est donné : no limit ! C'est aussi sous son impulsion que l'intention devient collective, lorsqu'il lance un appel amical à le rejoindre dans l'aventure. Tel un caillou jeté dans l'eau calme, cet acte inaugural fait aussitôt apparaître des cercles toujours plus grands, irradiant dans toutes les directions, atteignant de nouveaux rivages : écriture fantastique, théâtre, poésie, récits de vie, histoire, protestations, graphisme ou anthropologie. No limit !

La même année, le collectif s'assemble et donne une forme légale à la structure : ce sera une collégiale, une maison de propositions libres et de délibérations sérieuses, où jamais le débat n'a pour vocation d'éviter le combat. Aujourd'hui, suivant les saisons et les vents contraires, entre dix et quinze personnes gravitent dans ce système à organisation horizontale et non hiérarchisée, mais dans lequel les orbites ont chacune des ellipses particulières et leurs écliptiques des inclinaisons variées. Les textes publiés sont nourris de connaissances et de convictions, de rêveries comme d'obsessions, d'histoires personnelles et d'espoirs à défendre.

À l'été 2020, tels les doigts d'une main qui s'ouvre pour se signaler au Monde, cinq ouvrages sont publiés. La tranche de vie de David Bolon, *Chimiothérapie*, nous fait connaître ses combats personnels et collectifs, tout en brossant un portrait de son périple médical. L'essai politique en même temps que « boucle historique » de Guillaume de Gracia, *Perón contre le Populaire*, présente les mouvements politiques populaires de l'Argentine sous une lumière qui éclaire les luttes mondiales récentes. *La fin de l'été* de Françoise Longeard, pièce de théâtre aux voix de femmes, vient nourrir le deuil de deux sœurs envers leur mère disparue avec le fleuve des déracinés de l'ère moderne. *La Poésie des vents* d'Hafid Saïdi accompagne les poèmes d'*Exils* de Sassi Dehmani, aux réverbérations universelles. Enfin les nouvelles apocalyptiques des *Chroniques malades de la Chandre*, de Talion'h Kaärd, parviennent à faire

1 <http://www.leseditionssansnom.com>

2 La radio militante toulousaine Canal Sud a consacré une émission à cet éditeur : <https://www.canalsud.net/edition-sans-nom-dans-un-frisson-dans-la-nuit?fbclid=IwAR1wqBjV92MA6gATbceovPTB4FIdPe1KGmmngKOL3n2vVwBxOiS51yQ2gDQ>

ressentir les désastres individuels sous la brume de noirceur qui envahit la planète.

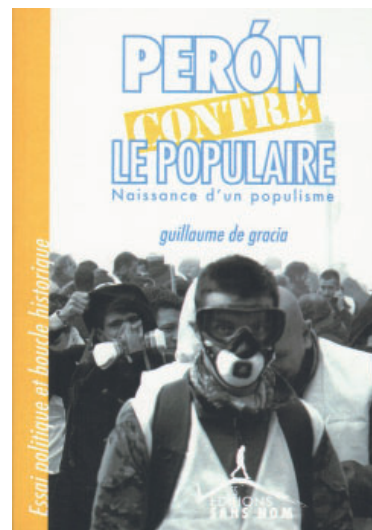
Ce catalogue encore peu étendu, tant par le nombre de titres que par les tirages discrets, n'a pas encore de diffuseur, mais a immédiatement trouvé son public grâce au financement participatif. En outre, la présence des ouvrages sur les tables de quelques librairies choisies a confirmé le succès d'une intention certes modeste mais clairement pensée et dessinée.

Ainsi paraîtront à l'automne 2021 trois nouveaux titres. *La Kabylie en partage – Dans l'intimité des femmes* de Dominique Martre, à travers l'histoire du village algérien où elle a vécu, donne une forme éclairante à ses récits écrits au fil de ses rencontres, de ses recherches et des témoignages qu'elle a recueillis des années 1970 à aujourd'hui. *Tombés en quenouille* de Bénédicte Rossignol fait appel à toutes les ressources du langage (discours, poésie, slam, litanie...) pour mettre en avant un désaccord inaugural avec les valeurs délétères de l'époque, et en ridiculiser à la fois les intentions et les formes. Enfin les poèmes qui constituent *Je veux cet homme* d'Aïcha Al Moghrabi doivent paraître en édition bilingue français/arabe.

À l'aube de 2022 se profilent de nouveaux horizons. La traduction en français de l'ouvrage socio-historique de David Porter *Eyes to the South : French Anarchists & Algeria*, apportera un éclairage supplémentaire sur les luttes de libération algériennes. *La dernière illusion*, bande dessinée de Laurent Claret, contera le refus radical d'un jeune artiste de participer au monde de l'art, au monde moderne, au Monde dans son ensemble, autour du noyau pourtant

infranchissable de l'amour. Hafid Saïdi proposera dans ses poèmes pour la Palestine de chercher un espace de réconciliation. Et Françoise Longeard publiera un second texte de théâtre, *La Humaine*.

Aucune limite, mais un territoire de résistances et d'espoirs qui se dessine chaque jour un peu plus...



Les librairies militantes intéressées par un dépôt de la revue nous le disent en envoyant un mail à redactionrp@gmail.com

Un été américain : quand les travailleurs se révoltent, dans une société qui reste violente et inégalitaire

Non, chaque Américain ne possède pas une arme, même si de trop nombreuses morts témoignent d'un grave problème ; non, la tolérance bien connue de la ville de San Francisco ne va pas de pair avec la réduction du nombre de sans-abri. Voyage politique d'une côte à l'autre, au moment où les travailleurs reprennent le combat contre des conditions insupportables.

Histoire dans le folklore du baseball : le Diable propose un match entre l'Enfer et le Paradis. « Non, mais c'est ridicule, dit le Ciel, nous avons les plus grands joueurs de tous les temps ! » Et d'en nommer une demi-douzaine. « Peut-être, » dit le Diable, « Mais moi, j'ai tous les arbitres. »

Voilà ce qui risque d'arriver aux prochaines élections : non seulement le droit de vote sera limité aux populations à tendance Républicaine dans une vingtaine d'États, mais le décompte des voix y sera fait par les gens en qui ce parti a confiance et, si jamais les résultats ne sont pas « bons », une commission élue par les législateurs Républicains pourra refuser de l'accepter. Le *For the People Act*, qui assurerait des élections justes, est en panne au Sénat : deux Démocrates « modérés » refusent de voter l'élimination du *filibuster*¹. Lorsqu'on pense que le candidat Républicain pour la présidence en 2024 sera probablement Donald Trump, cela donne froid dans le dos².

Il m'est donc difficile de ne pas penser sans arrêt à la situation politique, mais comme depuis un bon moment j'en parlais presque exclusivement dans ces Lettres, j'ai promis de changer de sujet. Je parlerai donc de trois aspects du pays auxquels je pense beaucoup maintenant. D'abord, du mouvement ouvrier ou plutôt...

Du mouvement chez les ouvriers

Restons-en au baseball pour le moment. Fin juillet, c'était la date limite des transactions de la Major League Baseball, le consortium des grandes équipes des villes américaines. Ce sont les noms célèbres qui font la une des journaux, mais la plupart de ces échanges entre équipes concernaient les jeunes espoirs des Minor Leagues (Ligues mineures), propriétés des équipes des Major Leagues. De nombreux joueurs des Minor Leagues gagnent moins de 5 \$ de l'heure, et les mieux payés ne gagnent que 14 700 \$ par an. Ne pouvant pas se payer l'hôtel, certains d'entre eux doivent dormir dans leur voiture. Dans les Major Leagues, les hôtels luxueux où les joueurs dorment quand ils sont en tournée sont payés par l'équipe. J.D.Martinez, une star des

1 Rappel : obstruction parlementaire, de sorte qu'il faut, parmi les 100 sénateurs, 60 voix et non 51 pour faire passer une loi. Voir la RP, n°s 812 et 813.

2 D'autant plus que nous avons appris qu'en janvier 2020, les plus hauts officiers militaires du pays avaient tellement peur que Trump, commandant en chef des forces armées jusqu'à l'investiture de Biden le 20 janvier, les utilise pour rester au pouvoir, qu'ils se réunissaient pour trouver des moyens de l'en empêcher. On a appris aussi qu'il a fait pression sur le ministère de la Justice pour qu'il déclare l'élection « corrompue ». Selon le compte rendu d'une conversation entre Trump et un ministre par intérim, lequel a insisté pour dire que l'accusation du président était sans fondement et qu'une déclaration du ministère de Justice ne changerait pas le résultat de l'élection, Trump a répondu : « Dites seulement que l'élection était corrompue, je m'occupe du reste. » Ce coup d'état sans violence a donc échoué devant le refus. Dix jours plus tard, c'était l'insurrection violente du 6 janvier.

Boston Red Sox, « mon » équipe, gagne dans les 23 millions; on peut comparer son statut à celui d'une star du spectacle. Quant au propriétaire des Red Sox, on estime sa fortune à 2,8 milliards de dollars. Tout cela est emblématique de la condition des travailleurs dans ce pays, car ces joueurs sont en réalité des travailleurs. Mais maintenant, et de plus en plus, les choses changent.

Si ces jeunes joueurs de baseball, obnubilés par le rêve de gagner un jour des millions dans les Ligues majeures, n'ont pas de syndicat pour les défendre et n'ont aucune intention de faire grève, d'autres travailleurs sont syndiqués (seulement 10 % de la population active en 2020, mais le chiffre augmente) et passent à l'acte. Malgré les souffrances et les morts dus à la pandémie, surtout chez les travailleurs « essentiels », la situation économique dans certains secteurs est favorable à la syndicalisation et à l'action ouvrière, le gouvernement fédéral aussi. Le National Labor Relations Board³, qui a retrouvé sa fonction originelle, totalement subvertie par Trump (deux de ses laquais ont récemment été renvoyés de l'agence), enquête sur les pratiques utilisées par Amazon pour écraser la tentative de syndicalisation dans son entrepôt de Bessemer, dans l'Alabama.

Et, toujours dans cet État du Sud profond, plus de 1100 mineurs sont en grève depuis le 1^{er} avril contre la Warrior Met Coal Inc. Les membres du syndicat United Mine Workers déclarent qu'ils ont fait des sacrifices pour sauver la compagnie il y a quelques années et qu'ils veulent maintenant de meilleurs salaires et une meilleure assurance santé. L'entreprise produit du charbon utilisé dans la production d'acier sur trois continents. En mai, une douzaine de mineurs ont été arrêtés pour « entrée non autorisée » lors d'une manifestation devant une mine. En revanche, lorsque les mineurs ont dit qu'ils avaient été pris pour cible dans le piquet de grève, la police n'est pas intervenue⁴. Dans une vidéo sur YouTube, on peut voir un camion rouge heurter un gréviste et un camion noir traversant le piquet de grève vers un mineur qui s'écarte juste à temps. Dans un communiqué, la Warrior Met Coal condamne toute violence. Mais qui donc a envoyé des voitures foncer contre le piquet de grève ? Le président du syndicat : « Nos membres sont inquiets pour leurs familles et craignent la possibilité de violence à leur rencontre s'ils participent à un piquet de grève ». Une journaliste : « C'est un autre Harlan County » (lieu connu pour sa répression sanglante de mineurs en grève)⁵.

3 Rappel: « agence indépendante du gouvernement fédéral américain chargée de conduire les élections syndicales et d'enquêter sur les pratiques illégales dans le monde du travail. », selon Wikipédia.fr. Voir « Lutttes syndicales aux États-Unis, » RP 807, décembre 2019 (mis en ligne le 31.5.20) pour la création de cette agence et sa subversion par le gouvernement Trump.

4 Rappelons qu'il n'y a pas de police nationale en Amérique ; on peut parier que la police locale dans ce coin de l'Alabama ne voit pas d'un bon œil ces grévistes noirs et blancs faisant le piquet de grève ensemble.

5 *Harlan County, USA* a gagné l'Oscar du meilleur film documentaire en 1976. Barbara Koppel, la documentariste, a suivi les mineurs en grève dans ce comté du Kentucky pendant plus d'un an. On y voit de vieux mineurs atteints de silicose et aussi un gréviste assassiné par les hommes de main de l'entreprise charbonnière. La lutte



Mineurs en grève, Alabama

Le 6 août, des centaines de syndicalistes venus de plusieurs États se sont rassemblés pour soutenir ces travailleurs en grève. Ils brandissaient des pancartes dénonçant les pratiques déloyales de l'entreprise et beaucoup portaient des T-shirts avec l'inscription *WE ARE ONE*. Certains ont remis des chèques aux grévistes. Mais l'issue de leur grève est incertaine.

Incertaine aussi, l'issue de la grève des infirmier(e)s à Worcester (Massachusetts), dont j'ai parlé dans le postscriptum de ma dernière Lettre et qui dure encore. Voici une déclaration récente de notre député, Jim McGovern, qui a rejoint le piquet de grève ; elle en dit long sur l'industrie de la santé dans ce pays :

« Certains des meilleurs soignants du Massachusetts sont dans une situation difficile : les infirmières employées par l'hôpital St. Vincent de Worcester, propriété de Tenet Healthcare, énorme entreprise de santé privée basée à Dallas. Malgré tout ce qu'elles ont enduré et les efforts qu'elles déploient, Tenet refuse de faire le moindre geste pour répondre à leurs demandes. En conséquence, elles se sont mises en grève il y a trois mois pour exiger qu'on réduise le nombre des patients dont elles ont la charge. Tenet Healthcare, au lieu de négocier, préfère dépenser des millions pour embaucher des infirmières temporaires. Tenet a récemment menacé de remplacer définitivement ces grévistes, qui ont travaillé sans relâche tout au long de cette pandémie. Elles méritent des conditions de travail plus sûres. Je soutiens de tout cœur leurs efforts pour imposer des quotas soignants/malades raisonnables, et pour des salaires plus équitables. Je m'oppose aux sociétés géantes qui tentent de remplacer de façon permanente des travailleurs de première ligne. »

WE ALL QUIT, SORRY FOR THE INCONVIENCE (« Nous avons tous démissionné, désolés de la gêne occasionnée »). Affiche en lettres géantes faite par les employés mécontents au début du mois à l'extérieur d'un Burger King dans le Midwest. « Fermeture définitive : Dollar General ne paie pas un salaire décent et ne traite pas ses employés avec respect », écriteau fait par les travailleurs d'une commerce de détail (une chaîne) à Eliot, dans le Maine, Côte Est, après la démission en masse du personnel. Si les syndicats s'activent et l'adhésion syndicale augmente, les travailleuses et travailleurs aux bas salaires, même non syndiqués, gagnent aussi en pouvoir pour la toute première fois. Ces derniers mois, des démissions massives ont provoqué une réflexion nationale sur la prétendue « pénurie de main-d'œuvre ». Les

des mineurs y est plus ancienne, en témoigne cette vieille chanson : *They say in Harlan County they have no neutrals there | You'll either be a union man or a thug for J.H. Blair*. Traduction, mais la rime manque : « On dit que dans le comté d'Harlan, personne n'est neutre / Tu seras soit syndicaliste, soit homme de main pour J.H. Blair. »

entreprises veulent continuer à payer les travailleurs comme elles l'ont toujours fait (c'est-à-dire très peu) mais les travailleurs commencent à réclamer une réévaluation fondamentale du travail aux États-Unis. Pour la première fois depuis longtemps, les employés de la restauration rapide, du commerce de détail et de l'hôtellerie ont la possibilité de démissionner pour protester contre des décennies de détérioration des conditions de travail : salaires stagnants, horaires imprévisibles et absence d'assurance maladie ou de congés maladie payés. Ni la démographie (la croissance de la population âgée de 20 à 64 ans est devenue négative l'année dernière), ni la pandémie ne favorisent les employeurs qui payent le minimum absolu. Est-il possible qu'on assiste à une réduction, venue d'en bas, de l'incroyable inégalité économique qui s'est développée au cours des dernières décennies et qui s'est encore accrue sous l'effet de la pandémie ?

Une société violente

Je sais bien que la France a une police armée, brutale et souvent raciste. En 2020, elle a tué 26 personnes. Mais nos flics à nous ont tué **1 536 personnes** en 2020. Pourquoi ? Pour moi, la principale raison saute aux yeux : la police américaine sait qu'il est très possible, sinon probable, que la personne en face d'elle soit armée.

Les chiffres sont accablants. Depuis 1975, plus d'Américains sont morts à cause des armes à feu, y compris les suicides et les accidents, que dans toutes les guerres de l'histoire du pays, depuis la Guerre d'Indépendance. En 2021, 20 040 Américains sont morts par balles (y compris 11 022 suicides), dont 690 enfants et adolescents au-dessous de 18 ans ; 17 446 blessés. Il y a eu 277 tueries en masse : 312 morts et 1 158 blessés. Et ces chiffres sont déjà « vieux » : ils datent du 16 juin. Ils augmentent tous les jours. Dans une année typique, plus d'enfants de 4 ans ou moins sont tués par balles (environ 80) que de policiers (environ 50). Si affirmer que « chaque Américain possède une arme », comme je l'ai entendu dire à la télé française, est ridicule (il y a des villes et des régions entières ou presque personne ne possède d'arme) il est vrai qu'il y a dans ce pays plus d'armes à feu (environ 400 millions) que de personnes (environ 333 millions). Beaucoup d'Américains aiment les armes à feu, peuvent s'en procurer facilement – y compris des armes automatiques – et ils en font souvent collection.

La loi fédérale interdit la possession de mitrailleuses nouvellement fabriquées, mais elle autorise le transfert à quelqu'un d'autre de mitrailleuses détenues avant mai 1986. Par conséquent, un nombre important de celles-ci sont toujours en circulation. En 2018, le registre national en comptait 638 260. Cette arme, comme d'autres armes automatiques (par exemple la AK-47, la kalachnikov, en vente libre dans certains États), sert à tuer beaucoup de monde aussi vite que possible. Rien à voir avec la chasse ou le besoin que certains éprouvent de se défendre ou de défendre leur famille. Il est évident que seules les forces armées devraient avoir le droit de les posséder.

Alors, comment expliquer cette folie ?

On retombe dans la politique. Depuis longtemps, comme les mesures sociales proposées par les Démocrates sont plus populaires que le refus des Républicains⁶, ceux-ci tentent de mobili-

⁶ Aux élections présidentielles de 2016, le parti Républicain n'avait même pas de programme officiel : il avait Donald Trump et c'est tout.

ser leur base par la « guerre des cultures » : entre autres choses, la croisade contre le droit à l'avortement pour les chrétiens intégristes (*Evangelicals*), et la peur qu'« Ils » vous prennent votre arme dans les régions où les armes sont très répandues. Leurs lobbies renforcent le message : la NRA (National Rifle Association), qui s'oppose à toute législation qui réglerait la vente ou la possession des armes à feu, a dépensé plus de 30 millions de dollars pour financer la campagne de Trump.

L'argumentaire des Républicains est basé sur la sacralisation de la Constitution ou plutôt de son deuxième amendement (les autres amendements, ils ne les affectionnent pas tellement) : « *Une milice bien encadrée étant nécessaire à la sécurité d'un État libre, le droit du peuple à détenir et à porter des armes ne doit pas être enfreint.* » tel qu'il a été interprété en 2008 par 5 juges sur 9 de la Cour suprême, qui ont soutenu le droit de chacun de posséder une arme. Les cinq juges semblent n'avoir retenu que la deuxième partie de la phrase⁷. J'ai dit : « sacralisation ». Comment expliquer autrement qu'après le massacre de Sandy Hook (Connecticut) en 2012, lorsqu'un fou armé d'un fusil automatique a tué 26 personnes dans une école, dont 20 enfants entre 6 et 7 ans, les législateurs Républicains aient refusé, en invoquant la Constitution, l'interdiction fédérale des armes automatiques? (Courriel du père d'un des enfants tués, qui plaide toujours pour l'interdiction de ces armes : « *Il n'a fallu à l'assassin que quatre minutes pour tirer 154 balles. En un clin d'œil, mon petit Daniel est parti pour toujours.* ») Cynisme (garder notre « base » à tout prix)... ou fanatisme? Ce texte sacré prime la simple humanité. Toute proposition visant à interdire même les armes les plus dangereuses ou à réglementer la vente des autres est rejetée au motif spécieux que « *s'ils peuvent réglementer cela, ils peuvent détruire tout le Second Amendement* »⁸.

San Francisco, contradictions de l'Amérique « progressiste »
Très belle ville, tout en collines avec des percées magnifiques sur la baie de San Francisco; des milliers de maisons en bois peintes de couleurs vives, de style « victorien » ; quartier des affaires moderne, avec ses grands buildings de verre et d'acier. Le salaire horaire minimum à San Francisco est de 16 \$ alors que le minimum fédéral est 7,50 \$ (idem dans l'Alabama). Ville « tolérante », qui accorde leurs pleins droits aux gays depuis longtemps, où plus de 15% s'identifient comme LGBTQ⁹... et où seulement 8,6% des électeurs sont inscrits au parti Républicain. S'il n'y avait en 2013 que 56% de Démocrates inscrits, c'est que beaucoup sont Indépendants, et quels Indépendants ! Le programme des élus municipaux ressemble plus à celui d'un parti de gauche en France qu'à celui du parti Démocrate américain. De petites affiches un peu partout dans les vitrines et sur les lampadaires : « **HALTE ! à la haine contre les Asiatiques !** » car la

7 Pour leur rendre justice, il faut dire qu'ils étaient des *originalists*, tenant au sens originel du texte : au 18^e siècle, Jefferson, par exemple, croyait que si le gouvernement devenait tyrannique, les paysans devaient prendre leurs armes et former des milices, comme ils l'ont fait pendant notre Révolution. Ces juges ne se sentaient pas obligés d'admettre que l'équivalent moderne d'une « milice bien encadrée », c'est le FBI ou l'armée. Ils ne pensaient pas non plus aux milices actuelles comme les Proud Boys ou les Boogaloo Boys.

8 Ceci malgré la mise en garde du juge très conservateur Antonin Scalia, qui ajoute à sa décision néfaste : « Comme la plupart des droits, celui qui est garanti par le deuxième amendement n'est pas illimité. Il ne s'agit pas d'un droit de garder et de porter n'importe quelle arme, de n'importe quelle manière et dans n'importe quel but. » Paroles en l'air pour les fanatiques des armes.

9 Lesbienne, Gay, Bisexuel, Trans, « Queer ».

ville, avec sa grande population asiatique, n'a pas échappé à la vague d'agressions contre les « Chinois » depuis que Trump a appelé la Covid « le virus Wuhan ».

C'est aussi une des villes les plus inégalitaires du pays. Le loyer médian d'un appartement de 2 chambres est 3 570 \$ par mois – 4 500 \$ en 2019, nombre d'informaticiens de la Silicon Valley (Google, Apple, etc.) ayant quitté la ville depuis la pandémie. Ces gens, qui apprécient le charme de la Mission, par exemple, le grand quartier Latino, étaient largement responsables du prix phénoménal des loyers, car ils peuvent payer cher et on construit et on loue pour eux. La ville a des lois qui limitent l'augmentation des loyers, mais les propriétaires trouvent souvent le moyen de les contourner. Donc le « charme » de ce quartier, avec ses peintures murales bariolées de style mexicain et ses petits commerces variés, est menacé par la fuite des Latinos qui l'on fait et qui n'ont plus les moyens d'y vivre. Certains vieux résidents tiennent toujours, d'autres encore entassent trois générations dans le même appartement exigu. San Francisco est une ville qui semble compter plus de maisons à un, deux ou trois appartements que d'immeubles. Or, le prix médian d'une maison ici est de 1,6 million de dollars (2020).

Pas étonnant qu'on y recense 10 000 sans abri (sur 875 000 habitants) dont 5 180 non hébergés, très visibles dans les rues du centre-ville. En 2016, San Francisco avait le troisième plus haut taux de SDF par habitant (0,8 %) de toutes les grandes villes américaines. On dit que la raison en est, justement, la tolérance de la ville pour des êtres bizarres, ses bons services sociaux (malgré le nombre de non hébergés), la maladie mentale, le climat (on ne peut pas mourir de froid ici, ni de chaleur)... Ce sont des mythes. Voici les principales raisons pour lesquelles les gens deviennent sans-abri : 42,5 % perte d'emploi ou problèmes économiques ; 20 % consommation de drogues ou d'alcool, 17 % divorce ou séparation, 15 % dispute avec un membre de la famille qui leur a demandé de partir ; 7,5 % expulsion, et 10 % problèmes de santé mentale ou physique.

La municipalité construit de nouveaux logements à prix réduit mais leur nombre est largement insuffisant. Pour une ville si progressiste, les promoteurs privés détiennent un pouvoir remarquable. Mon fils dont le travail consiste à aider les demandeurs de logement me dit que si un nouveau bâtiment de 100 appartements arrive sur le marché de l'immobilier, quelque 7 000 ménages peuvent bien déposer une demande. Il y a alors une loterie pour l'attribution des logements. Si vous gagnez à cette loterie, vous devez soumettre vos déclarations d'impôts, vos fiches de paie et vos relevés bancaires. On vérifiera si vos revenus vous donnent droit à un logement : au-dessus du minimum (très peu d'argent ? tant pis pour vous !) mais en dessous du maximum. Ensuite, votre crédit et vos antécédents en matière de location. « C'est un processus ardu, ajoute-t-il, c'est pourquoi mon travail est si accaparant !¹⁰ »

Dernière note personnelle : notre petite-fille vient de terminer ses études secondaires à San Francisco, événement marqué aux États-Unis par une cérémonie collective, la remise des diplômes (*graduation*). Son lycée : Mission High School, au

10 De plus, beaucoup de ces demandeurs parlent très mal l'anglais ou pas du tout. Ses dialogues avec ses clients se passent en espagnol la plupart du temps.

cœur de ce quartier à majorité hispanique. Sur les 200 élèves de sa promotion, composée de 80% de jeunes de couleur dont beaucoup enfants d'immigrés, 97% des élèves ont été admis dans une université, ce qui est loin d'être automatique ici ! Et certains, par les plus prestigieuses écoles du pays. La cérémonie commence par le discours d'accueil de la proviseure, traduit en espagnol. Après une année Covid difficile, où les cours se sont passés tant bien que mal sur Zoom, la cuvée 2021, masquée, distancée, en présence de familles limitées à quatre membres, cette graduation, dans ce grand stade aux trois-quarts vide et brumeux du Golden Gate Park, n'en a pas moins été jubilatoire, chaque nom salué par les applaudissements et les cris de joie des élèves et de leurs parents.

- **David BALL**

SUR NOTRE BLOG

<https://revolutionproletarienne.wordpress.com>

Boris Souvarine et la contre-révolution en marche

Notre numéro 813 avait publié une courte note de Miguel Chueca à propos du livre de Boris Souvarine, *La contre-révolution en marche – Ecrits politiques 1930-1934* (Smolny, 2020). Avec l'accord de l'auteur, nous avons mis en ligne le substantiel article que notre collaborateur a donné à l'excellente revue *Chroniques Noir & Rouge* (n° 5, mai 2021) sur ce même livre.

Nos amis publient

DISSIDENCES ALGÉRIENNES
Une anthologie, de l'indépendance au hirak

Textes réunis et présentés par Nedjib Sidi Moussa



 Asymétrie
art et écriture

Notre camarade Nedjib Sidi Moussa vient de publier *Dissidences algériennes. Une anthologie, de l'indépendance au hirak* (Ed. de l'Asymétrie) dont nous avons publié en « bonnes pages » l'introduction dans *La RP* n°813.

LES ORGAS SYNDICALES PEUVENT RECEVOIR GRATUITEMENT UN EXEMPLAIRE DU PROCHAIN NUMÉRO SUR DEMANDE.

ADDENDUM.

Notre ami Michel Lambart précise que l'ouvrage *Ernest Vaughan - Le patron rouge* (L'écho des vagues, 2013) signalé en note dans l'article « La Commune à Rouen et Elbeuf » dans *La RP* n°813 est de Mathieu Bidaux, avec une préface de Yannick Marec.

NOUVEL ABONNEMENT – **RÉABONNEMENT (23 euros)**

(précisez en cochant pour nous aider à mettre à jour plus vite le fichier du routage)

Nom..... Prénom.....

Adresse.....

Pour l'abonnement, je règle :.....23 €

En plus de mon abonnement, j'alimente la souscription permanente en versant : €

Total : €

Chèque postal ou bancaire, à l'ordre des Amis de la Révolution prolétarienne

CCP: 8044 64 Y 020 (PARIS),

adressé à Stéphane JULIEN, 6 rue des mûriers, 14930 Eterville

(Pas besoin de découper votre revue : ce coupon d'abonnement est téléchargeable sur le blog de la revue ou peut être recopié à la main)